

choisir

revue culturelle
n° 678 – juin 2016

Orthodoxes
L'épreuve du concile

PDC
Un C pour rien

God save démocratie !



Ô saint Joseph de Cupertino

*Qui aimes à te montrer favorable
envers ceux qui ont recours à toi,
je viens implorer ton aide
pour cet examen que je dois passer.*

*Malgré mon travail, ma bonne volonté,
je crains de me laisser troubler
et de ne pouvoir répondre convenablement.*

*Rappelle-toi que tu t'es trouvé
dans la même difficulté
et que par l'obéissance
et la puissante protection
de ton père spirituel
tu en es sorti providentiellement.*

*Fais de même à mon égard :
accorde-moi l'assurance dans mes réponses
et donne à mon intelligence
la promptitude et la vivacité.*

(...)

*En toi, je me confie,
très saint patron des examens,
et je suis convaincu que mon espoir
ne sera pas déçu. Amen !*

Auteur inconnu

*inspiré de la vie de Joseph de Cupertino
(XVII^e siècle)*



choisir

n° 678 - juin 2016

Revue culturelle jésuite fondée en 1959

Adresse

rue Jacques-Dalphin 18
1227 Carouge (Genève)

Administration et abonnements

Geneviève Rosset-Joye
tél. 022 827 46 76
administration@choisir.ch

Direction

Pierre Emonet sj

Rédaction

Lucienne Bittar, rédactrice en chef
Céline Fossati, journaliste
Stjepan Kusar, théologien
tél. 022 827 46 75
fax 022 827 46 70
redaction@choisir.ch

Conseil de rédaction

Louis Christiaens sj
Bruno Fuglistaller sj
Joseph Hug sj
Jean-Bernard Livio sj
Etienne Perrot sj
Luc Ruedin sj

Mise en page et imprimerie

Imprimerie Fiorina
rue du Scex 34 • 1950 Sion
tél. 027 322 14 60

Cedofor

Stjepan Kusar

Abonnements

1 an : FS 95.-
Etudiants, apprentis, AVS, AI : FS 65.-
CCP : 14-379280-5
Pour l'étranger : FS 100.-
par avion : FS 105.-
Prix au numéro : FS 9.-

choisir = ISSN 0009-4994

www.choisir.ch / www.jesuites.ch

Illustrations

Couverture : © P. Deliss / GODONG
p. 6 : © Virtual Museum of Architecture
p. 16 : © PDC
p. 21 : © DonkeyHotey
p. 27 : © Ambassade de France en Arménie
p. 35 : © Eugène Green

Les titres et intertitres sont de la rédaction

sommaire

Editorial	2
Pour le bien de tous <i>par Joseph Hug</i>	
Spiritualité	8
Le pardon fait-il vendre ? <i>par Etienne Perrot</i>	
Eglises	9
Le concile panorthodoxe. Une épreuve et une chance <i>par Noël Ruffieux</i>	
Eglise	13
Ecouteur de rue. Une interview de Luc Ruedin <i>par Lucienne Bittar</i>	
Politique	15
Le PDC en quête d'identité <i>par Christophe Büchi</i>	
Politique	19
Elections américaines. Sur fond de crises d'identités <i>par Robert D. Sullivan</i>	
International	24
Guerre et paix. La condition de la femme <i>par Esther R. Suter</i>	
International	26
L'Europe en transition. Entretien avec Herman van Rompuy <i>par François Euvé et Jan Koenot</i>	
Reportage	30
Un Maroc à deux faces <i>par Giulia Bertoluzzi</i>	
Libres propos	34
Premier pardon <i>par Xavier Lingg</i>	
Cinéma	35
Des films chrétiens <i>par Patrick Bittar</i>	
Livres ouverts	37
Obligations et libertés <i>par Philibert Secretan</i>	
Livres ouverts	38
L'option pour les pauvres <i>par Marie-Luce Dayer</i>	
Chronique	44
Le miracle Mary Shelley <i>par Eugène</i>	

Pour le bien de tous

Il y a un an, au printemps, je me rendais au nord de la Grèce, dans le port de Kavala, anciennement Néapolis, là où Paul, pour la première fois, foula le sol européen. Avec mes compagnons, nous avons relu le récit des Actes des apôtres où Luc raconte comment « une nuit, Paul eut une vision : un Macédonien lui apparut, debout, qui lui faisait cette prière : “Passe en Macédoine, viens à notre secours !” A la suite de cette vision de Paul, nous avons immédiatement cherché à partir pour la Macédoine » (Ac 16,9-10). Ainsi, embarqué avec ses compagnons à Troas sur la côte asiatique, passant près de Lesbos et de Samothrace, Paul débarqua le surlendemain à Néapolis en Europe, pour y annoncer la Bonne Nouvelle.

Ce récit des Actes m’accompagna comme une parabole durant tout l’été et les mois suivants, lorsque des dizaines de milliers de migrants, à la suite d’autres vagues, venant de la Turquie ou par d’autres voies, abordèrent sur les côtes sud de l’Europe. Le Macédonien, c’est-à-dire l’Européen du rêve de Paul, changea alors de visage et de posture. Se raidissant sous l’effet de peurs alimentées par des stéréotypes, ou par des politiques ignorantes parfois du destin de très nombreux migrants, il vint à crier à ces exilés : « Eloignez-vous de nos côtes ! », même lorsqu’il en vit des centaines disparaître dans la mer. Puis, après l’émotion, l’indifférence reprit le dessus.

Une autre lecture du rêve de Paul peut s’imposer. En se libérant de la crainte, l’Europe et la Suisse pourraient s’approprier les valeurs des hommes et des femmes venus d’outre Méditerranée, pour ne pas rester barricadées dans une culture, avec ses préjugés et ses limitations. Lors d’une visite au Centro Astalli du Service jésuite des réfugiés (JRS), à Rome, en janvier de cette année, le Père général Adolfo Nicolás sj a déclaré : « Chaque pays court le risque de s’enfermer à l’intérieur d’horizons très limités, très petits, alors que, grâce aux migrants, notre cœur ainsi que notre pays peuvent s’ouvrir à de nouvelles dynamiques. »

En ce sens, les migrants nous apportent eux aussi le Salut ! Car « ils peuvent nous aider à ouvrir notre cœur, à devenir plus grands que nous-mêmes », a poursuivi le Père Nicolás. Ils ne sont donc pas simplement des hôtes ou des quémandeurs, mais « des personnes qui peuvent apporter leur contribution à la vie civique et fournir un apport considérable à la culture et à son évolution profonde ».¹ En Suisse, Christoph Albrecht sj, du JRS, a participé l'an dernier à la rédaction de la première Charte de la migration. Il souligne qu'il faut cesser « de penser l'immigration comme un fléau. Dépenser pour ériger des barrières physiques et morales est un non-sens. Investissons dans les solutions d'intégration, de formation, de rapprochement entre les cultures. Pour le bien de tous. »

Ici, chez nous, des rencontres de loisirs, le temps d'une marche, d'un repas ou d'une célébration par exemple, avec des migrants de Syrie ou d'autres pays, nouent des liens et permettent d'entretenir des échanges amicaux qui enrichissent les uns et les autres. « Les migrants nous font voir l'humanité sous son aspect le plus faible, mais aussi le plus fort, a dit encore le Père Nicolás. Le plus faible, parce qu'ils ont connu la peur, la violence, la solitude et les préjugés des autres (...) Mais ils nous montrent aussi la face la plus forte de l'humanité : ils nous font comprendre comment on peut surmonter la peur en trouvant le courage de courir des risques que tous ne sont pas en mesure de prendre. »

Ainsi le rêve de Paul et l'appel du Macédonien revisités peuvent éclairer notre actualité. Ils nous apprennent à rester humains malgré tout.

Joseph Hug sj



1 • Lire l'intégrale de cette allocution sur www.jesuites.ch, rubrique news / réseau jésuite. (n.d.l.r.)

 ■ Info

Suisse et foi

En Suisse, près d'une personne sur deux affirme croire en un Dieu unique, et une sur quatre en une puissance supérieure (20 % des catholiques et 30 % des protestants sondés). C'est ce que démontre l'enquête sur la langue, la religion et la culture, réalisée par l'Office fédéral de la statistique (OFS) en 2014 et publiée fin avril. On y découvre que les membres des communautés évangéliques et les musulmans sont beaucoup plus affirmés dans leur foi en un Dieu unique (respectivement 92 % et 90 % des sondés), que quelque 22 % de la population se dit sans religion mais que seuls 12 % se déclarent athées. Et que même si les lieux de culte ont tendance à se vider, les pratiques et les croyances religieuses se maintiennent et se diversifient : 14 % des catholiques indiquent participer à la messe au moins une fois par semaine, contre 7% des protestants au culte. (*cath.chapic/com/réd.*)

 ■ Info

Un Etat doit être laïque

Le 9 mai, le pape François a accordé une longue interview au journal *La Croix*. De nombreux thèmes ont été abordés : les racines chrétiennes de l'Europe, les migrations, l'islam, son idée de la France, les scandales de pédophilie... Et aussi la laïcité : « Un Etat doit être laïque. Les Etats confessionnels finissent mal », s'est notamment exclamé François. Un discours peu anodin aux oreilles françaises. « Je crois qu'une laïcité accompagnée d'une solide loi garantissant la liberté religieuse offre un cadre pour aller de

l'avant », a-t-il poursuivi. « Si une femme musulmane veut porter le voile, elle doit pouvoir le faire. De même, si un catholique veut porter une croix. On doit pouvoir professer sa foi non pas à côté mais au sein de la culture. » Rien ne sert d'exagérer la laïcité. « La religion n'est pas une sous-culture. L'ouverture à la transcendance devrait être un droit pour tous. La France devrait faire un pas dans ce sens. »

Quant aux questions sociétales qui préoccupent nos contemporains, telles l'euthanasie ou le mariage pour tous, le Saint-Père est d'avis que « c'est au Parlement qu'il faut discuter, argumenter, expliquer, raisonner. Ainsi grandit une société. Une fois que la loi est votée, l'Etat doit respecter les consciences. Dans chaque structure juridique, l'objection de conscience doit être présente car c'est un droit humain. » (*La Croix/réd.*)

 ■ Info

Formation interreligieuse

La Haute école de Sciences Po Paris et les représentants des principaux cultes - catholique, protestant, orthodoxe, juif, musulman et bouddhiste - de France ont annoncé le lancement d'un programme de formation interreligieux. Dès la rentrée 2016, prêtres, pasteurs, rabbins, imams et moines bouddhistes seront les nouveaux étudiants de Sciences Po. L'objectif de ce nouvel enseignement, baptisé *Emouna*, *l'aphi des religions*, est de renforcer les liens et la connaissance mutuelle. « Nous ne pouvons rester immobiles et impuissants face à une sorte de crispation qui entoure le fait religieux en France, de même que face aux pratiques les plus extrêmes, double écueil

qui menace notre société », a expliqué le directeur de l'école, Frédéric Mion. (Radio Vatican/réd.)

■ Info

Catholiques en Chine

Selon l'agence *Eglise d'Asie*, le nombre de catholiques en Chine stagne à moins de 1 % de la population. Un constat qui se base sur une article paru dans la revue *Tripod*, signé par Anthony Lam Sui-ki, chercheur au Centre d'études du Saint-Esprit du diocèse de Hong-Kong. Mais le suivi statistique de l'Eglise catholique en Chine n'est pas aisé. L'Eglise y est divisée en communautés « officielles » et « clandestines ». Le régime communiste, en outre, a une conception plus politique que scientifique des statistiques, et l'absence de réelle liberté religieuse empêche de mener des études indépendantes et rigoureuses. (cath.ch-apic/réd.)

■ Info

Lutte contre l'apatridie

On estime à dix millions le nombre d'apatrides. « L'apatridie ne devrait pas exister. C'est une anomalie », a déclaré Radha Govil, du Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), lors d'un atelier organisé sur cette thématique par le Conseil œcuménique des Eglises (COE), à Addis Abeba (Ethiopie), du 11 au 13 mai.

« L'apatridie rend invisible aux yeux des autorités nationales la vulnérabilité des personnes face aux abus ou à la négation de leurs droits. En cela, le droit à une nationalité est un enjeu fondamental pour l'accès à la protection de tous les autres droits humains. Il s'agit

presque d'un "droit d'avoir des droits"», a déclaré Peter Prove, directeur de la Commission des Eglises pour les affaires internationales du COE.

En Afrique, l'apatridie résulte principalement de la discrimination à l'égard des femmes ou des minorités, d'obstacles administratifs ou de défauts d'enregistrement des naissances. L'objectif de la rencontre était de stimuler les Eglises du continent à s'engager contre cette injustice, notamment en militant pour l'enregistrement universel des naissances et l'égalité des sexes dans les lois sur la nationalité. Dans certains pays, en effet, les femmes ne peuvent pas transmettre leur nationalité à leurs enfants comme le font les hommes.

Comme l'a indiqué Segma Asfaw, du COE, les Eglises et les communautés religieuses conservent la trace d'événements importants de la vie, tels les baptêmes, les mariages et les décès. Elles doivent ouvrir ces canaux aux gouvernements quand les systèmes de registres d'état civil n'existent pas ou ne fonctionnent pas. (COE/réd.)

■ Info

Fécondation in vitro

En 2014, 6269 couples désireux d'avoir des enfants ont eu recours à une fécondation in vitro, mais seuls 6 % d'entre eux ont fait appel à un don de sperme. Les traitements ont permis la naissance de 1955 enfants vivants. Des chiffres légèrement plus élevés que ceux de 2013 mais plus faibles que ceux observés entre 2009 et 2012, publiés par l'Office fédéral de la statistique (OFS).

L'âge moyen des femmes ayant commencé un premier traitement en 2014 était de 36,2 ans et celui de leur parte-

naire de 39,9 ans ; 17 % des accouchements étaient gémellaires (272 fois des jumeaux et 8 fois des triplés), ce qui est 9 fois plus que pour la moyenne générale des naissances. (OFS/réd.)

■ Info

Moscou, monastères retrouvés

Les archéologues responsables des travaux d'excavation sur le site de la 14^e unité du Kremlin de Moscou ont retrouvé des parties des monastères Chudov et Voznesensky démolis en 1929, a rapporté en mai l'agence russe *Interfax*. Les archéologues ont remis au jour l'église Yekaterinskaya du monastère Voznesensky (1817), le réfectoire du monastère joint à l'église de l'Annonciation et l'église Alexeyevskaya du monastère Chudov, de la fin du XVII^e siècle.

Les études sont conduites depuis novembre 2015 par l'Institut d'archéologie de l'Académie des sciences de Russie. La proposition visant à détruire les bâtiments administratifs de la 14^e unité avait été faite par le président russe Vladimir Poutine. Le complexe avait été construit par les Soviétiques entre 1932 et 1934. (cath.ch-apic/réd.)

Monastères Chudov et Voznesensky



■ Info

Pérou et trafic humain

La Commission pour la pastorale de la mobilité humaine de la Conférence épiscopale du Pérou veut réduire la vulnérabilité sociale d'éventuelles victimes du trafic de migrants dans le pays, avec une attention particulière aux zones frontalières et à risque. Elle travaille avec l'ONG *Projet Monde MLAL* (Mouvement des laïcs d'Amérique latine). L'une de leurs zones d'intervention est le Vicariat de Jaen, qui a organisé un séminaire de formation pour les prêtres et catéchistes ruraux ainsi que pour les autorités locales.

Selon le dernier rapport de la Commission, le Pérou est considéré comme un lieu d'origine et de transit du trafic international des personnes. Première difficulté, l'absence de données mises à jour. De 2004 à 2011, la Police nationale a enregistré 974 victimes, dont plus de la moitié sont des mineurs et 92 % sont de sexe féminin. Les zones dans lesquelles ont été enregistrées le plus de victimes sont celles se trouvant à l'intérieur du pays et dans la forêt amazonienne. (fides/réd.)

■ Info

Sauvés des acides

Les encres acides avaient rongé le document, perforant nombre de feuilles et mettant en péril la préservation du recueil. Mais le plus ancien manuscrit des *Exercices spirituels* d'Ignace de Loyola, avec les nombreuses notes autographes du saint, a été restauré. Une suspension de nano-composites, élaborée par un groupe de chimistes de l'Université de Florence, a permis sa désacidification.

L'intervention a été présentée le 29 avril dernier à l'Université pontificale grégorienne, lors d'une conférence avec le Père Ignacio Echarte, secrétaire de la Compagnie de Jésus, et la restauratrice Melania Zanetti (Université catholique du Sacré-Cœur). L'ouvrage est conservé aux archives de la Curie généralice de la Compagnie. La rénovation a été conçue par Carlo Federici, de l'Université Ca' Foscari de Venise. (sjweb.info/réd.)

■ Info

Prix médias

Pierre-Yves Moret, journaliste de RTSreligion, a remporté la 2^e place du Prix femmes & médias pour son sujet *La place à part des femmes dans l'Eglise*, diffusé le 1^{er} mars 2015 sur *La Première*. Pour cette troisième édition, la Conférence romande de l'égalité a souhaité récompenser les journalistes qui ont fait avancer le débat sur l'égalité entre femmes et hommes. Cette reconnaissance est bienvenue pour les magazines de RTSreligion, au moment où la RTS s'apprête à réduire sévèrement les moyens alloués au domaine religieux. (com./réd.)

■ Info

Aumônerie labélisée

Le label Œcumenica 2016 de la Communauté de travail des églises chrétiennes de Suisse a été attribué à l'aumônerie œcuménique des prisons de Genève. Ce label distingue les projets interconfessionnels réalisés par des particuliers, des paroisses, des communautés religieuses ou des organisations ecclésiastiques. C'est ici l'oc-

casion de rappeler que l'accompagnement de personnes détenues n'est pas réservé aux seuls membres de l'une ou l'autre des confessions chrétiennes, mais à tous ceux qui ont besoin d'un accompagnement spirituel respectueux de leurs interrogations et de leurs convictions. (com./réd.)

■ Info

Justice et Paix indignée

En Suisse, la commission épiscopale *Justice et Paix* ne cache pas son indignation. Malgré le conflit meurtrier qui ravage le Yémen depuis plus d'un an, le Conseil fédéral a autorisé l'exportation de matériel de guerre en Arabie saoudite et dans d'autres pays du Golfe. Or ces Etats sont impliqués dans le conflit yéménite. Celui-ci a débuté lorsque les rebelles chiites Houthis et leurs alliés se sont emparés de la capitale Sanaa et de plusieurs régions de ce pays pauvre de la péninsule arabique. Il a pris une dimension régionale avec l'entrée en jeu d'une coalition arabo-sunnite dirigée par l'Arabie saoudite pour chasser les rebelles des territoires conquis.

Selon l'ONU, 6800 personnes ont péri depuis l'intervention saoudienne, tandis que 80 % de la population a besoin d'une assistance humanitaire. Justice et Paix dénonce l'assouplissement en Suisse des normes sur le commerce des armes au nom de la croissance de l'industrie de l'armement et au détriment des intérêts humanitaires. De telles décisions aggravent les conflits sociaux dans les régions où sévissent les totalitarismes, le fanatisme et les conflits religieux. De plus, il porte atteinte à la crédibilité de la Suisse au plan international. (com./réd.)

Voir à ce sujet :

Olivier Hanne,
« Une coûteuse alliance. Quand l'Arabie saoudite tire les ficelles »,
in *choisir* n° 672,
décembre 2015

Le pardon fait-il vendre ?

Déjeunant avec Théophile dans un restaurant simple mais de bon goût, j'avise mon set de table en forme de publicité. Il s'agit de vendre des séjours romantiques en montagne. Une formule me saute aux yeux : « C'est l'occasion de construire l'amitié, d'améliorer la communication, de vivre le pardon et de faire quelque chose de sympa à deux. » Lui désignant du doigt le paragraphe litigieux, je demande : « Qu'en penses-tu ? » Il lit posément, fait la moue, puis finalement laisse tomber : « Je n'aime pas beaucoup ce mélange des genres. »

Je comprends immédiatement qu'il est heurté par l'idée de mêler le pardon à une publicité pour séjours romantiques. Je ne partage pas sa réticence. « Le pardon n'est pas la propriété privée des chrétiens », dis-je prudemment. « Oui, mais quand même, ça connote quelque chose de religieux », répond-il. Excité par cette opinion contraire, je lâche vivement : « Religieux, bien sûr ! mais au sens le plus large et le plus vague : nous relier, en restaurant un lien rompu ; relire notre vie en lui trouvant du sens. Ne parlait-on pas, jadis, de religion civile, en désignant par là ce qui relie les membres d'un pays, la solidarité, l'amitié, le sentiment d'un destin commun ? »

Théophile ne s'avoue pas vaincu. Il me fait posément remarquer que cette religion civile ignore le pardon, qu'elle se gargarise de valeurs respectables

mais peu opérationnelles au quotidien. Je rétorque avec Hannah Arendt : l'apport essentiel du christianisme à la vie politique (elle ne parle pas de la vie religieuse), c'est justement le pardon. Preuve que le pardon n'est pas enfermé dans les confessionnaux ! Théophile relève le gant : « Tu peux le rendre aussi séculier que tu veux, tu n'empêcheras pas le pardon de naître d'événements injustes, tragiques, incompréhensibles, impardonnables en un mot, et qui nous révèlent ainsi une autre dimension de nous-même. »

Piqué au vif je demande : « Ah oui ? Et quelle dimension ? » - « Celle-là même, répond Théophile, dont a témoigné ton saint patron, le diacre Etienne, premier martyr. » - « ? » - « Il n'a pas dit, "vous me lapidez, vous êtes mauvais, moi je suis un type très fort, je vous pardonne". Il a dit "Seigneur Jésus, pardonne-leur". » - « Et alors ? » - « Il a senti qu'en visant Etienne, ses persécuteurs atteignaient le Christ en lui. » Et Théophile de conclure : « Ce pardon-là est très facile. »

Etienne Perrot

Le concile panorthodoxe

Une épreuve et une chance

●●● Noël Ruffieux, Courtaman
laïc orthodoxe, spécialiste de l'œcuménisme¹

Dès l'appel au concile panorthodoxe, on se prête à rêver ... les besoins ressentis sont si grands. Vient le temps de la préparation et de l'accommodation à la conciliarité. Puis le temps de la réunion, où l'on espère et l'on craint. Suivra celui de l'évaluation et de la réception par le corps de l'Eglise orthodoxe. Tel est le processus et le temps conciliaire. Plus long est ce temps, plus le processus est soumis aux convulsions de l'Histoire, aux défis et aux crises que subit l'Eglise.² Et mieux sont perçus les signes - positifs ou négatifs - qu'émet le monde, plus le chemin s'éclaire ou se trouble. Le XX^e siècle, qui a vu la préparation du Grand concile de l'Eglise orthodoxe, a été particulièrement cruel pour celle-ci. Mais de toute crise, on peut sortir amoindri ou grandi.

En annonçant le Concile, le 21 mars 2016, le patriarche Bartholomée I^{er} de

Constantinople écrit : « L'Eglise orthodoxe est l'Eglise de la conciliarité. » La conciliarité n'est pas une organisation singulière à opposer à d'autres formes de gouvernance. Elle découle de la nature même de l'Eglise, communion ou communauté dont le visage et la vie sont donnés dans l'eucharistie.

Dans la nature de l'Eglise

L'eucharistie engendre un mode de relations : dans la verticalité, le Christ tête de l'Eglise ; dans l'horizontalité, les communautés eucharistiques. Cette ecclésiologie de communion structure l'Eglise locale que préside l'évêque. « Là où paraît l'évêque, que là soit la communauté, de même que là où est le Christ Jésus, là est l'Eglise catholique. »³ L'Eglise locale n'est pas une bulle fermée sur elle-même. Chaque évêque, au nom du Christ, assure et signifie l'unité du corps ecclésial. Il le fait en communion avec les autres évêques. « L'épiscopat est un, et chaque évêque en tient une partie en indivision (*in solidum*). L'Eglise est une, tout en devenant multitude quand elle s'élargit par la croissance que lui donne sa fécondité. »⁴ Telle est la conciliarité ... et la primauté. Le Christ est premier

Le 18 juin 2016, veille de la Pentecôte orthodoxe, s'ouvre en Crète le Saint et Grand concile de l'Eglise orthodoxe. Saint et Grand... Ces mots placent haut la barre à franchir pour l'orthodoxie. Il faut dire qu'on attend ce concile depuis un millénaire ! C'est là une grâce, une chance à ne pas rater, mais aussi une épreuve.

- 1 • Noël Ruffieux a été président de la Commission œcuménique de la région de Fribourg et membre du directoire de l'Institut œcuménique de l'Université de Fribourg.
- 2 • Dans la suite du texte, le mot *Eglise* sans autre précision désigne l'Eglise orthodoxe.
- 3 • Ignace d'Antioche, vers 115, *Lettre aux Smyrniotes*, 8,2.
- 4 • Cyprien de Carthage, vers 250, *De l'unité de l'Eglise catholique*, 5.

dans l'Eglise. Par délégation du Christ, l'évêque, président (*proestôs*) de l'eucharistie et de l'Eglise locale, est au service de son unité. Les autres structures et primautés - territoriale, nationale ou universelle (avec patriarches et papes) - sont secondes.

Le concile est l'expression de l'unité de l'Eglise et de son autorité (les évêques y ont une place prépondérante), mais il peut réunir aussi les autres ordres de l'Eglise (prêtres, moines, laïcs). Ce fut le cas au concile de Moscou de 1917-1918, un concile régional exemplaire.

Malaise conciliaire

Alors que chaque Eglise territoriale a tenu ses propres conciles, l'orthodoxie a perdu l'usage du concile général, et même de la conciliarité. Depuis un millénaire, il n'y a plus eu de concile panorthodoxe. Les contraintes de l'Histoire, de l'Empire ottoman à l'Empire soviétique, ont distendu les relations entre les Eglises. Pour survivre, elles se sont repliées sur elles-mêmes, exacerbant leur identité ethnique, en lien souvent avec l'indépendance des Etats/nations. Elles sont devenues « autocéphales », chaque Eglise ayant sa « propre tête ». Bel exemple d'autonomie, mais aussi source d'abus. La diaspora orthodoxe, nombreuse dans le monde, en est un symptôme : multipliant les juridictions parallèles, elle contredit l'exigence canonique : « qu'il n'y ait pas deux évêques dans une ville ».

Par repli sur soi, les Eglises autocéphales sont devenues « autologales », chacune parlant d'elle-même, pour elle-même. L'identité de chaque Eglise a diminué le sens de l'altérité. *L'autre* est souvent devenu un étranger inconnu, voire un adversaire. Sa vérité

alors n'est plus discernable. Cela explique en partie les crispations du dialogue œcuménique. Quand s'ajoute le syndrome du pouvoir, les hiérarques n'entendent plus la voix du peuple de l'Eglise. Malgré les appels de quelques évêques et de laïcs engagés, l'Eglise n'a jamais consulté les fidèles (clercs, moines, laïcs) durant les soixante ans de préparation du Grand concile, alors qu'ils devraient être partie prenante d'une démarche conciliaire. Et il a fallu attendre février 2016 pour que les documents préparatoires soient publiés. On comprend que certains milieux soient poussés aujourd'hui à réagir avec vigueur, face à l'impression d'être devant un fait accompli.

Le temps de l'attente

Le mouvement vers un concile panorthodoxe commence au début du XX^e siècle, avec des encycliques du Patriarcat œcuménique en 1902 et 1904. S'adressant aux Eglises orthodoxes locales, soucieux de leur unité, Joachim III de Constantinople leur propose une conférence commune « pour préparer le champ à un rapprochement régulier, réciproque et amical ». Cet effort est inséparable, dit-il, de celui qu'il faut mener avec toutes les Eglises chrétiennes ; unité orthodoxe et unité chrétienne ont une même visée, la communion (la *koinônia*) qui doit caractériser l'Eglise du Christ.

Dès 1951, le patriarche Athénagoras de Constantinople relance le projet, mais la véritable préparation du Concile ne commence qu'en 1961. En 1976, dix thèmes sont retenus. Ils concernent l'organisation interne de l'Eglise et la vie des fidèles, les relations avec les communautés chrétiennes « hétérodoxes », et les défis du monde actuel.

La préparation traverse des hauts et des bas, des temps morts, avec une accélération - et peut-être trop de hâte - dès mars 2014.

Selon l'encyclique patriarcale du 21 mars 2016, le but premier du Concile est « d'enseigner que l'Eglise orthodoxe est l'Eglise une, sainte, catholique et apostolique », et de manifester cette unité. Pour qui vit dans l'Eglise, cette unité est réelle et forte : quelle que soit leur Eglise autocéphale, les fidèles vivent de la même Parole de Dieu, du même enseignement dogmatique, de la même attention aux Pères de l'Eglise, de la même liturgie, de la même éthique, de la même ascèse, de la même vénération de la Mère de Dieu et des saints, du même respect des icônes. Le cœur de la foi est solide et vivant.

Mais dans un concile, il faut avoir le courage de passer *des Eglises orthodoxes* à l'Eglise orthodoxe, sans nier les particularités et les responsabilités régionales ou nationales : en manifestant cette unité non pas médiatiquement ou « pour la galerie », mais concrètement, dans de nouvelles relations entre les Eglises ; et en guérissant celles-ci des syndromes de division par une procédure régulière de consultation et un mécanisme de médiation lorsqu'il y a un conflit entre elles. La résolution du chaos canonique de la diaspora sera un test.

L'isolement des Eglises, leur identification avec une culture ethnique, l'ignorance de *l'autre* rend quelques Eglises autocéphales incapables de saisir le langage du monde actuel et ses problèmes. Au-delà des murs des églises, des limites ecclésiastiques, elles peinent à élever un message évangélique pertinent et lisible. On sent leur méfiance envers les modes de pensée, les courants qui traversent les mœurs et les réseaux sociaux, les contestations

qui dérangent - « Les temps sont mauvais ». Et les fidèles partagent souvent les mêmes peurs. Les Eglises doivent donc apprendre à parler au monde, sans se laisser modeler par lui, « à mettre à profit le temps présent, non comme des insensés, mais comme des sages » (Ep 5,15-16).

La réalisation

Dès 1961, toutes les Eglises furent associées à la préparation du Concile, au choix des thèmes, à l'élaboration des documents, par des commissions et des conférences, des délégations d'évêques, de quelques prêtres et de théologiens. La participation des Eglises fut active. Mais la consultation des fidèles fut oubliée, selon une vision sans doute inconsciente de « l'Eglise enseignante *versus* l'Eglise enseignée ».

Cette longue préparation fut chahutée par les événements du dernier demi-siècle, les changements à la tête des Eglises, les mutations dans les sociétés historiquement orthodoxes, les cultures transversales véhiculées par les moyens modernes de communication. Or, pour des raisons historiques, le monde orthodoxe n'a pas participé à la formation de ce qu'on appelle la modernité et n'a pas engagé avec elle de dialogue critique. Cela explique l'indigence de certains documents préconciliaires. Et quand des documents - sur les relations œcuméniques et sur la mission de l'Eglise dans le monde contemporain - proposent quelques timides ouvertures, on assiste à une levée de boucliers dans les milieux conservateurs ; une opposition qui risque de bloquer le Concile.

Une autre contestation vise la composition et le fonctionnement prévus du Concile. Au lieu de réunir, en une véritable conciliarité, l'ensemble des évê-

ques (entre 850 et 900), il sera formé de délégations de vingt-quatre évêques et leur primat pour chacune des quatorze Eglises autocéphales (soit 350 évêques au maximum). On a sûrement voulu éviter ainsi le poids excessif de certaines Eglises,⁵ et peut-être, disent de méchantes langues, écarter des voix discordantes. Mais est-il conciliaire de laisser la majorité des évêques sur le bord du chemin synodal ?

Les décisions, en outre, seront prises non par vote individuel, mais, comme le veut la règle « une Eglise, une voix », par consensus des quatorze Eglises. Ce qui permettra de dire : « l'Esprit saint et nous-mêmes avons décidé... » (Ac 15,28). Seuls seront soumis au vote les documents déjà approuvés par les Eglises, avec d'éventuels amendements. Par défaut de culture du débat, le Concile risque finalement d'être une chambre d'enregistrement. Représentation déficiente du corps épiscopal, donc des Eglises locales, vote des Eglises autocéphales plutôt que vote des évêques, absence du peuple des fidèles fondent la crainte d'« un concile panorthodoxe sans les orthodoxes »⁶. A moins que l'Esprit pentecostal souffle en tempête sur la Crète !

L'espérance

L'humilité qui doit être la nôtre avant un tel événement cherche ailleurs les raisons d'espérer. Je les vois dans l'encyclique patriarcale du 16 mars 2016, avec l'aveu du patriarche Bartholomée : « Nous savons que le monde attend d'entendre la voix de l'Eglise orthodoxe au sujet de nombreux problèmes urgents qui préoccupent l'homme contemporain. Mais il a été jugé nécessaire que l'Eglise orthodoxe règle en premier lieu ses problèmes

internes avant de parler ou de s'adresser au monde, ce qu'elle n'a pas cessé de considérer comme son devoir. »

Pour la première fois depuis mille ans, les Eglises orthodoxes vont se rencontrer dans un concile, non pas parfait, mais perfectible. Trop longtemps isolées, elles feront l'apprentissage du *synode*, mot grec équivalent du latin *concile*, en pratiquant un chemin commun, pour résoudre des situations qui compliquent la vie de l'Eglise et péjorent son message.

Reprenant un souhait exprimé par des hiérarques et des fidèles, Bartholomée I^{er} suggère un avenir conciliaire : « Le fait que, après tant de siècles, l'orthodoxie exprime sa conciliarité sur un niveau mondial, constitue le premier pas, décisif, dont on attend, par la grâce de Dieu, qu'il mène à la convocation, Dieu voulant, d'autres conciles panorthodoxes. » Le Concile de juin 2016 ne peut être que la première étape d'un chemin conciliaire de longue durée. Même si la modestie de ses résultats est prévisible, le fait qu'il ait lieu, que les évêques fassent ensemble ce chemin, qu'ils se parlent, qu'ils se reconnaissent de la même famille, qu'ils résolvent leurs conflits justifie sa tenue.

A la Pentecôte d'il y a 1985 ans, un violent coup de vent secoua la maison, des langues de feu se posèrent sur chacun des participants. C'est le miracle conciliaire espéré pour proclamer les merveilles de Dieu.

N. R.

5 • Par exemple, les évêques du Patriarcat de Moscou forment plus d'un tiers de l'ensemble.

6 • Au Congrès orthodoxe de Strasbourg, en mai 2012, j'avais intitulé ma conférence inaugurale *Un concile panorthodoxe sans les orthodoxes ?* Le métropolite Séraphim du Pirée, le 10 mars 2016, dans une lettre virulente au Synode de l'Eglise de Grèce, reprend la formule, mais sans le point d'interrogation.

Ecouteur de rue

●●● Une interview de **Luc Ruedin sj**,
Villars-sur-Glâne, écouteur de rue,
par **Lucienne Bittar**,
Genève, rédactrice en chef de « choisir »

Avant de devenir jésuite, Luc Ruedin exerçait la profession d'assistant social. Sa connaissance du terrain et sa formation spirituelle ignacienne lui sont utiles dans le cadre d'une de ses missions actuelles, qu'il pratique avec la psychologue Iris Andrey : « écouteur » à la Pastorale de rue du canton de Fribourg.

Lucienne Bittar : *Quelles sont les caractéristiques d'un écouteur de rue par rapport à un éducateur de rue ?*

Luc Ruedin : « Un éducateur de rue est mandaté par l'Etat, je le suis par l'Eglise. Le travail est proche, mais les écouteurs de rue sont plus axés sur l'écoute gratuite, sans nécessité d'encadrement. Notre objectif n'est pas d'apporter des solutions concrètes ou matérielles aux problèmes des jeunes ou des marginaux croisés à la gare et dans ses alentours. Il y a d'autres organismes pour cela. Mais simplement de leur permettre de mettre des mots sur leur vécu, d'exprimer leurs difficultés et leurs angoisses et surtout d'être entendus. Et par là de se sentir reconnus. »

Comment abordez-vous ces personnes ?

« Tout se vit dans la spontanéité. Il n'y a aucun rendez-vous. Je commence toujours par saluer les personnes que

je croise, ceux que je connais déjà et les autres, à qui je me présente en leur disant qui je suis et pourquoi je suis là. J'essaie de ne pas créer de contact frontal, mais de m'approcher discrètement. Souvent la personne seule est assise sur un banc, et je m'assieds à côté d'elle. Par une médiation - bonbon, marrons chauds, cigarette... - j'entre en contact avec elle. Je commence par des propos banals. On sent vite si une personne est disponible ou pas. Il ne faut surtout pas arriver comme "celui qui sait", avec une parole surplombante. Je ne suis pas là pour faire un enseignement ! Ni du prosélytisme. Ces personnes ont d'autres préoccupations et j'essaie de les rejoindre là où elles sont dans leur parcours de vie. Souvent elles sont heureuses de pouvoir parler de ce qu'elles vivent. Bien sûr, ce n'est pas la panacée à leurs problèmes, mais ce sont comme de petites oasis.

» Au près des jeunes, je me présente plus facilement comme "Père Luc". Je sens chez certains, plus désorientés, le besoin d'une certaine paternité ainsi que la joie que l'Eglise les rejoigne dans la rue. Le fait que je vienne à leur rencontre, avec une écoute bienveillante est déjà une forme de reconnaissance de leur existence. Et que je sois de plus un "Père" ajoute une dimension symbolique non négligeable, vitale même pour beaucoup de

Ecouteur de rue... Le terme renvoie à d'autres métiers, aux résonnances poétiques - l'écrivain, le crieur publics - ou plus prosaïques - le cireur, l'éducateur de rue. Sa réalité croise les deux voies. En son centre, la rencontre et la reconnaissance de l'autre dans les marges.

jeunes en manque de repères. Les dimensions évangélique et caritative associées à l'Eglise sont également perçues. »

Est-ce que ces moments de simples rencontres amènent parfois des dialogues plus approfondis ?

« Oui, certaines rencontres peuvent déboucher sur des propos plus personnels et existentiels, selon la disposition intérieure de mon interlocuteur et ma qualité d'écoute. Mais ce n'est de loin pas toujours le cas ! Il ne faut pas s'imaginer que chaque après-midi se vit ainsi. Il y a une part d'ingratitude dans ce travail. Il y a des journées où il ne se dit rien, où il ne se passe rien. Les gens se cantonnent dans une espèce de bavardage, de logorrhée, et je sens que ça ne croche nulle part. Je me demande alors à quoi je sers. Et puis, tout à coup, il y a un moment de grâce, dont je ne peux pas toujours expliquer la cause, même si ma disposition intérieure y est pour beaucoup. L'ouverture de mon interlocuteur dépend en effet aussi de ma qualité d'écoute, de mon attitude intérieure qui doit être empreinte de simplicité et d'humilité. Quand je suis en cohérence, en congruence avec la situation donnée, mon langage corporel traduit cette attitude intérieure et ouvre à la confiance.

» Parfois, il m'arrive de me sentir indisponible pour la rencontre. Je prends alors un temps méditatif ou de retrait avant de me remettre en route, et le changement qui s'opère est souvent étonnant. Quelque chose bouge, se produit ! C'est très événementiel, improvisé, imprévisible. Tout se passe dans l'intuition et le ressenti. »

La Pastorale de rue existe dans le canton de Fribourg depuis 1994. Elle a bien failli disparaître mais certains se sont battus pour la préserver. Que représente-t-elle pour vous en tant que jésuite ?

« C'est un des seuls lieux dans notre diocèse où l'Eglise va vers les gens, sans prosélytisme, sans penser à les évangéliser ou à les convertir, et sans attendre qu'ils s'adressent à elle pour un service pastoral ou se rendent à la messe. Cela correspond à l'option de la Compagnie de Jésus d'aller au devant des gens, là où ils sont, vers les périphéries en particulier. Les jésuites sont appelés à trouver Dieu en toute chose. Ignace de Loyola n'a pas falsifié les évidences douloureuses du monde, la violence, l'injustice, l'exclusion, mais il a rappelé qu'au cœur de cette réalité, le Christ vient apporter la paix.

» Lorsque l'on fait les *Exercices spirituels*, on contemple l'Incarnation (n° 101-109) du Christ. Il s'agit de méditer les récits évangéliques pour "recevoir une connaissance intérieure du Seigneur qui pour moi s'est fait homme, afin de mieux l'aimer et suivre" (saint Ignace). Jésus est l'homme qui marche et va à la rencontre des exclus. Il mange avec eux, il les touche et les console. La pastorale de rue, c'est aussi ça finalement. »

L. B.

Toute personne intéressée
à devenir bénévole à la
Pastorale de rue de Fribourg
peut s'adresser à
luc.ruedin@gmail.com

Le PDC en quête d'identité

●●● **Christophe Büchi**, Lausanne
journaliste¹

Depuis quelques semaines, le Parti démocrate-chrétien (PDC) s'est doté d'un nouveau président, le Zougais Gerhard Pfister, en lieu et place du Valaisan Christophe Darbellay. Autre tête, autre profil : le conseiller national Pfister serait le membre « le plus à droite » du groupe PDC - à en croire les *ranking*² qui font foi - alors que Darbellay est encore (assez peu, en vérité !) estampillé « chrétien-social ». Ce changement revêt une dimension régionale importante dans un pays fédéraliste comme la Suisse : un représentant de l'Arc alpin s'efface devant un représentant du canton le plus riche de Suisse, connu pour être un paradis fiscal et un centre de la finance. La répartition des ressources entre les cantons étant un véritable serpent de mer de la politique nationale, l'arrivée d'un Zougais à la tête d'un parti gouvernemental dépasse la simple signification symbolique, d'autant plus que le parti radical est lui aussi dirigé depuis peu par une ressortissante de la Suisse centrale, la Schwytzoise Petra Gössi. Il n'est pas à exclure qu'au sein du PDC, comme en politique nationale,

les revendications des cantons périphériques passent à l'arrière-plan ces prochains temps.

Bien sûr, il ne faut pas exagérer la portée de ces changements de personnes car un président de parti a un pouvoir limité en Suisse. Et vu la structure fédéraliste du PDC, qui fait la part belle aux sections cantonales, il est peu probable que le parti subisse des modifications majeures du seul fait de son nouveau président. Pourtant le PDC aurait réellement besoin d'une telle transformation. Gerhard Pfister en est le premier conscient car, comme il l'a reconnu, sa formation ne va pas bien. Les années à venir seront donc décisives pour la survie de ce parti au passé si prestigieux.

Une position de choix

Pendant des décennies, le PDC a joué un rôle de pivot dans la politique de notre pays, non seulement parce qu'il figurait, avec le Parti radical et le Parti socialiste, parmi les trois plus grandes formations politiques suisses, mais aussi de par sa position médiane entre la droite (les radicaux, les libéraux et l'Union démocratique du centre - UDC), et la gauche. Cette position au centre lui permettait d'arbitrer les conflits entre les deux côtés de l'échiquier politique. Et lorsqu'en 1959, le Parlement

Ces dernières années, le Parti démocrate-chrétien (PDC) a beaucoup fait pour escamoter le « C » dans son nom. Ne serait-il pas temps, au contraire, de donner au qualificatif « chrétien » un nouveau lustre ?

1 • Auteur notamment de *Mariage de raison. Romands et alémaniques : une histoire suisse*, Carouge, Zoé, 464 p. ; édition augmentée et actualisée (première édition 2001). (n.d.l.r.)

2 • Mot anglais que l'on peut traduire par palmarès ou classement. (n.d.l.r.)

fédéral inventa la fameuse « formule magique » - sept sièges du Conseil fédéral, distribués selon la clé de répartition suivante : radicaux, PDC et socialistes, 2 sièges chacun, UDC, 1 siège - ce fut sous l'impulsion du PDC. Cette configuration, qui allait survivre pendant 44 ans, permettait au parti chrétien de faire pencher la balance soit du côté bourgeois soit du côté de la gauche.

Une lente descente

Ces dernières décennies, le PDC a entamé une descente inquiétante. Son électorat, qui représentait plus de 20 % des citoyens suisses, a progressivement diminué et n'atteint plus que 11,6 % des Suisses. Cela est dû en bonne partie à la montée de l'UDC de Christoph Blocher. Depuis les années 80, l'UDC s'est transformée de parti agrarien modéré, implanté surtout dans les cantons protestants, en fer de lance de la droite nationaliste anti-européenne, maraudant sévèrement dans

les cantons catholiques acquis autrefois au PDC. Conséquence : la « formule magique » a volé en éclats en 2003. En élisant Christoph Blocher au Conseil fédéral, au détriment de Ruth Metzler, la conseillère fédérale démocrate-chrétienne sortante, le Parlement fédéral a relégué le PDC au rang de *junior partner* au sein des partis gouvernementaux. L'actuelle formule gouvernementale - radicaux, socialistes et UDC, 2 sièges chacun, PDC, 1 siège - reflète cruellement la perte d'influence de ce dernier, perte que la forte personnalité de sa conseillère fédérale Doris Leuthard n'arrive pas à occulter. Sur le plan parlementaire, les choses ne vont pas beaucoup mieux. Certes, le PDC pèse encore lourd au Conseil des Etats : il y occupe 11 des 40 sièges. Mais au Conseil national, avec 27 sièges sur 200, il est désormais loin derrière l'UDC et les socialistes.

Une perte d'identité

Cette baisse numérique n'est qu'un aspect de la crise traversée par le PDC, et sans doute pas le plus important. Ce qui est encore plus inquiétant, c'est la perte d'identité palpable du parti, et donc sa raison d'être. Etre délesté d'une partie de son électorat est une chose ; perdre son âme en est une autre, autrement plus grave.

Ce n'est pas faire preuve de sévérité exagérée que de souligner que, de tous les grands partis de Suisse, le PDC est celui qui présente le profil le plus flou. Certes, tous les partis d'une certaine importance sont peu ou prou des formations « attrape-tout », qui fédèrent un large éventail d'intérêts et de revendications. Mais presque tous possèdent des spécificités et des spécialités largement reconnues. Ainsi le

Un oui du PDC qui ne rejoint pas les positions des Eglises

OUI à la loi fédérale sur la procréation médicalement assistée (LPMA)



Parti radical était et reste, avec les libéraux, le parti de l'économie suisse, le Parti socialiste celui des employés et des fonctionnaires, les Verts celui des écologistes par excellence. Et l'UDC, malgré tous ses efforts pour se présenter, lui aussi, comme le parti de l'économie, celui des paysans et des artisans et, bien sûr, de ceux qui s'opposent à l'ouverture du pays.

En revanche, on est bien en peine de dire quelle est la marque d'excellence - comme le disent les spécialistes du marketing, l'USP (*Unique Selling Proposition*) - du PDC. Son site internet indique qu'il poursuit l'idée d'une Suisse « prospère et attractive, grâce à sa politique empreinte de responsabilité, d'équilibre et de respect », en mettant l'accent sur le principe de l'économie de marché libérale et sociale, et sur la garantie des droits sociaux fondamentaux. Le PDC s'organise autour de quatre piliers : une Suisse favorable aux familles, une Suisse du plein emploi, une Suisse socialement sûre et une Suisse écologiquement durable.

De solides principes, indéniablement, mais qui ne fonde pas encore un véritable profil et un programme. Etre libéral et social à la fois, c'est bien beau, mais c'est aussi passablement flou. Quand il faut choisir (et en politique, c'est constamment le cas), les radicaux se font toujours plus libéraux que sociaux, les socialistes plus sociaux que libéraux. Mais le PDC ? Parfois il penche d'un côté, parfois de l'autre, selon les circonstances. Ce constat ne concerne pas seulement la politique sociale et économique, mais aussi par exemple la politique européenne, dans laquelle le PDC ne suit pas une ligne clairement tracée. D'où sa réputation d'impénitent spécialiste du slalom politique.

Il n'est qu'un domaine où le PDC, de l'avis unanime, est plus ou moins prévisible : la politique familiale. Depuis toujours, ce parti lutte pour soulager notamment les grandes familles. Et parfois, il se trouve bien seul, comme récemment quand son initiative fédérale pour un allègement fiscal des couples, intitulée *Pour le couple et la famille - Non à la pénalisation du mariage*, a sèchement été balayée par les citoyens et les citoyennes suisses.

Dans les autres domaines, en revanche, les démocrates-chrétiens ont la réputation d'alliés peu fiables. En 2007, ils ont contribué, sous la férule de Christophe Darbellay, à éjecter Christoph Blocher du Conseil fédéral. Par la suite, on a parfois évoqué un rapprochement entre le PDC et les partis du centre et de centre-gauche. Cela n'a pas empêché le PDC de jouer à de nombreuses reprises la carte de l'alliance bourgeoise. On peut appeler cela « politiser au centre », mais l'habileté tactique, dont le PDC fait souvent preuve, nuit à sa lisibilité stratégique et - à long terme - à sa crédibilité auprès des électeurs. N'être ni de gauche ni de droite ne définit malheureusement pas une position autonome. Si le christianisme se définit par le mot biblique « que votre parole soit oui-oui, non-non » (Mt 5,37) on peut dire du PDC qu'il n'est pas toujours très chrétien...

Le poids de l'histoire

A la décharge de ses dirigeants, il faut avouer que ce profil passablement flou - *wischiwaschi*, dirait-on en suisse allemand - est en bonne partie le résultat de son histoire. Car ce parti, plus que les autres, a toujours réuni des milieux socio-économiques et des courants idéologiques disparates, allant de la

droite dure à la gauche. Or pendant longtemps ces ingrédients disparates ont été, en quelque sorte, liés par le C du PDC ou, plus précisément, par l'appartenance de ces mouvements au milieu catholique. Aujourd'hui, ce liant fait de plus en plus défaut.

Le PDC est issu du parti catholique-conservateur, lui-même un produit du XIX^e siècle et des luttes entre le libéralisme radical et le catholicisme politique. Longtemps, le parti KK (katholisch-konservativ) a été dominé par les élites des cantons catholiques. Il se voulait alors, comme son nom l'indique, conservateur, rural et fédéraliste - donc de droite. Dès la fin du XIX^e siècle, il a aussi réuni un fort courant chrétien-social, implanté surtout parmi les travailleurs catholiques immigrés dans les cantons protestants et inspiré par la doctrine sociale de l'Eglise catholique. Cette évolution vers une configuration plus sociale et populaire a été accompagnée par une intégration progressive dans l'Etat fédéral, dominé initialement par les radicaux des cantons protestants. En 1891, les radicaux-libéraux offraient aux conservateurs un siège au Conseil fédéral. En 1919, les catholiques-conservateurs obtenaient un deuxième siège. Leur coloration farouchement fédéraliste et anticentralisatrice s'estompa peu à peu.

Comme déjà dit, ce qui les caractérisait et les unissait jusque dans les années 60 a été leur appartenance au catholicisme. Par la suite, face à une sécularisation accélérée, ils ont essayé de sortir du « ghetto catholique ». Et en 1970, le parti a pris son nom actuel : Parti démocrate-chrétien. On relève le terme « chrétien », qui se substitue à « catholique ». L'intention est claire : s'ouvrir aux non-catholiques. Aujourd'hui, on est bien obligé de constater que cette tentative est un échec.

Contrairement à la CDU allemande, qui a réussi le pari de devenir un parti populaire en se défaisant de son « parfum » confessionnel, le PDC a perdu une partie des catholiques, mais sans réussir à s'implanter suffisamment hors de son milieu d'origine.

Un mauvais calcul

En prenant ses distances non seulement avec les autorités de l'Eglise catholique, mais aussi avec la doctrine sociale de l'Eglise, le parti a dilué son programme, au point qu'aujourd'hui on ne voit plus très bien quelles valeurs il défend. Ce n'est pas un hasard si la revendication d'abandonner le C de PDC revient régulièrement à la surface, tel le monstre du Loch Ness. Jusqu'à maintenant, elle a été régulièrement repoussée. Néanmoins, le désir de paraître absolument moderne et la peur de passer pour un ringard en affirmant fortement des valeurs chrétiennes frappent nombre de représentants - et représentantes ! - du parti. Ce qui ne profite pas au PDC, bien au contraire. Il y aurait une place en politique suisse pour un parti attaché aux valeurs chrétiennes et sociales. Le PDC devrait saisir l'opportunité de sa nouvelle présidence pour s'interroger sérieusement s'il ne veut pas occuper cette place à l'avenir, au lieu de se cantonner dans son rôle de parti « ni-ni » ou « et-et », un peu social et un peu libéral. S'il gagne ce nouveau défi, il aurait peut-être encore de belles années devant lui.

Chr. B.

Elections américaines

Sur fond de crises d'identités

●●● **Robert D. Sullivan**, *New York*
rédacteur en chef adjoint
et analyste politique d'« *America Magazine* »

L'administration de Barack Obama a été marquée par de profondes divisions partisans et par une réaction violente face aux grands changements intervenus dans la société étatsunienne, qu'il s'agisse du multilinguisme croissant, de l'émergence de familles « non traditionnelles » ou du mariage entre personnes de même sexe. La montée de l'Etat islamique (EI) et les récents attentats terroristes, en Europe et aux Etats-Unis, ont aussi fait de la sécurité nationale, et notamment de l'immigration et de l'assimilation des nouveaux venus, des thèmes dominants de la campagne électorale présidentielle.

Les candidats

Le phénomène qui a surpris presque tout le monde, c'est l'ascension de Donald J. Trump, un magnat de l'im-

obilier qui n'avait jamais été élu à une quelconque charge auparavant. Début 2016, les sondages accordaient à Trump près de 35 % des suffrages républicains, dépassant de beaucoup ses rivaux. L'homme a su profiter des ressentiments contre l'immigration et des accords de « libre échange » pour triompher à la plupart des primaires républicaines, se posant en favori à la désignation du candidat présidentiel du parti. A la fin avril, il remportait cinq nouvelles victoires, comptabilisant ainsi 949 délégués sur les 1237 nécessaires à l'obtention automatique de l'investiture du *Grand Old Party*.

Son principal adversaire était encore alors le très conservateur Ted Cruz, du Texas ... jusqu'à la subite et surprenante annonce de retrait de la course de celui-ci, à la mi-mai. Cruz était connu pour ses manœuvres d'obstruction contre le président Obama, mais aussi contre la direction de son propre parti au Sénat. Bien qu'il ait été très vite à bonne distance de Trump - s'avérant plus fort dans les régions rurales du Midwest et de l'Ouest - il espérait l'emporter à la Convention nationale de juillet en tant que seule alternative valable face à un adversaire imprévisible.¹

Le pays du « Yes we can » serait-il devenu frileux ? Après avoir élu le premier président afro-américain de leur histoire, les Etats-Unis semblent craindre que leur terre ne s'effrite sous les pieds des « réformateurs » de tout poil et des migrants. Trump en fer de lance, nombre de citoyens prônent un frein à cette transformation.

1 • C'est en 1952 pour la dernière fois qu'un des deux grands partis étatsuniens n'avait pas été en mesure de désigner son candidat au premier tour de la présidentielle. Le pouvoir, dans le système des élections primaires, était alors passé des chefs des partis aux électeurs de la base. Personne ne sait à quoi ressemblerait une Convention contestée au XXI^e siècle.

Côté démocrate, la candidature « dynastique » s'en sort bien : Hillary Clinton, ancienne Secrétaire d'Etat et femme de l'ancien président Bill Clinton, a remporté la plupart des primaires grâce au soutien des Afro-Américains et des électeurs d'un certain âge. Sur les 2383 délégués dont elle a besoin pour représenter son parti aux présidentielles, elle avait déjà dépassé, le 26 avril dernier, le chiffre symbolique des 2000 voix. Elle doit néanmoins toujours affronter Bernie Sanders, sénateur du Vermont, qui s'affiche « démocrate socialiste » et plaide en faveur d'un renforcement de l'Etat-providence de type scandinave, notamment de la gratuité des études pour tous. Il jouit du soutien des jeunes, plus à l'aise que leurs aînés avec l'idée de socialisme.² Cependant la politique plus prudente de Clinton devrait l'emporter lors de la Convention démocrate.

Médias mania

Dès le moment où Trump a annoncé sa candidature, il a occupé une place prépondérante dans les médias, promettant de déporter onze millions d'« immigrants illégaux »³ et de construire une « grande muraille » sur la frontière sud des Etats-Unis. Après l'attentat terroriste de San Bernardino,⁴ en Californie, Trump a demandé l'interdiction d'entrée de tout musulman sur le sol des Etats-Unis. Ses adversaires, au sein du camp républicain, ont élevé de timides objections, mais presque tous se sont opposés à l'intention de l'administration Obama d'accueillir des réfugiés de Syrie. Pour sa part, Cruz a affirmé qu'il ferait tomber sur la Syrie des « tapis de bombes » afin d'anéantir l'EI, prétendant que cela réduirait au minimum les pertes civiles.

La politique économique de Trump a des relents populistes. Le candidat promet de ne pas réduire la sécurité sociale, ni les programmes sociaux en faveur des personnes âgées, tout en proposant des réductions d'impôts qui favoriseraient surtout les ménages aisés. Il a attiré des électeurs de la classe ouvrière en s'attaquant aux accords commerciaux internationaux qui, dit-il, ont provoqué la délocalisation de millions d'emplois américains vers des pays où les salaires sont plus bas. Il s'en est pris à un accord d'ouverture du marché avec la Chine signé par Bill Clinton en 2000, que la plupart des républicains avaient pourtant approuvé au Congrès.

Des candidats se sont plaints de la médiatisation « gratuite » dont Trump a bénéficié grâce à la couverture permanente que lui ont accordée les chaînes tv d'information. En février, le président du réseau CBS déclarait à propos de la campagne de Trump : « Elle n'est peut-être pas bonne pour l'Amérique, mais elle est sacrément bonne pour CBS. » Et en mars, le *New York Times* estimait que Trump avait bénéficié de l'équivalent de 1,9 milliard de dollars en couverture télévisuelle, contre moins de 1,2 milliard pour l'ensemble de ses opposants républicains. A n'en pas douter, cette publicité a favorisé la victoire de Trump lors des primaires. Mais la vaste médiatisation de ses propos outranciers, souvent sexistes, ainsi que sa remarque sur le

2 • **Philip Bump**, *Why don't older Democrats like Bernie Sanders ?*, www.washingtonpost.com, 07.04.2016.

3 • Des migrants en provenance du Mexique, Trump a déclaré : « Ils apportent le crime, ce sont des violeurs, mais j'imagine que certains sont de braves gens. »

4 • Inspirés par l'EI, ces attentats ont eu lieu peu après ceux de Paris.

pape François, qu'il a qualifié de « personne très politique » suite à sa visite à la frontière avec le Mexique, a contribué à de plus mauvais résultats lors de sondages réalisés hors du Parti républicain. Le *Washington Post* a même prédit qu'il serait « le candidat le moins populaire des temps modernes parmi les représentants des deux partis ».⁵

L'ironie, c'est que le slogan de Trump - *L'Amérique d'abord* - et son attachement à l'exception américaine, ainsi que les premiers succès de sa campagne électorale ont amené bien des gens à se demander si la démocratie étatsunienne était immunisée contre la démagogie. Des flambées de violence ont eu lieu autour de cette campagne, et Trump lui-même a plaidé pour des mesures « très musclées » à l'encontre des protestataires dans ses réunions. On l'a comparé à Jean-Marie Le Pen (qui écrivait sur *Twitter* en mars : « Si j'étais américain, je voterais Donald Trump ») et à Silvio Berlusconi. Un journaliste a même situé Trump dans la tradition des caudillos sud-américains,⁶ tels que « Pinochet, Noriega, Castro, Chavez et Perón ».

Sans grande subtilité, Trump fait la promotion de l'ethno-nationalisme,⁷ mais il exploite aussi la colère et la peur provoquées par une économie qui offre peu de possibilités à la « classe travailleuse ». Chez les républicains, une grande partie de cette colère est dirigée contre les immi-

grants, alors que les démocrates et les indépendants regardent les nouveaux venus d'un œil plus favorable. Cette position républicaine nuit à la popularité du parti auprès de la population hispanique, qui ne cesse de croître.

Abstentionnistes courtisés

Hillary Clinton en est à sa deuxième tentative de devenir la première femme élue aux présidentielles des Etats-Unis (elle avait échoué en 2008 face à Obama). Elle a la faveur des démocrates, qui se souviennent de la présidence de son mari Bill Clinton, de 1993 à 2001. Ce n'est cependant pas le cas des jeunes, qui supportent mal son approche pragmatique, au cas par cas.

Bien que Trump et Sanders aient des vues très divergentes, ils exercent tous deux un attrait sur les Américains qui, en ce temps d'inégalités économiques croissantes, se sentent étrangers à la politique. Benjamin Wallace Wells, du *New Yorker*, note : « Si l'on voulait cibler des gens de droite qui ne votent pas, on élaborerait une campagne très semblable à celle de Donald Trump. Et

Hilary Clinton et Donald Trump



5 • Philip Rucker et Robert Costa, *Trump would be least-popular major-party nominee in modern times*, www.washingtonpost.com, 31.03.2016.

6 • Ben Wofford, in www.politico.com, 24.03.2016.

7 • Soutenu, sans doute sans l'avoir demandé, par les tenants de la suprématie blanche, Trump a toujours pris le parti de la police contre les accusations de traitement inéquitable envers les citoyens noirs.

si l'on voulait cibler ceux de gauche qui ne votent pas, on insisterait à peu près sur les mêmes questions que Bernie Sanders. »⁸

Sanders dit souvent du système économique américain qu'il est « truqué ». Son plan de « révolution politique » comprend de nouveaux impôts (visant principalement les riches), une intervention gouvernementale accentuée dans les domaines de la santé, un congé maternité payé, des études gratuites et un financement public des campagnes politiques. Sanders a étonné en remportant une série de primaires et de caucus⁹ dans les Etats du nord, où il y a peu d'électeurs noirs ou hispaniques. Hillary Clinton a réagi par un mouvement vers la gauche, adoptant une partie de la rhétorique de Sanders. Elle a ainsi maintenu la promesse de ne pas hausser les impôts de la classe moyenne. Sachant que les républicains garderont probablement le contrôle d'au moins une des chambres du Congrès, elle a toutefois qualifié le programme de Sanders d'irréaliste. Ses positions en politique étrangère sont en outre plus proches de celles des faucons (elle avait soutenu l'invasion américaine en Irak en 2003).

Clichés religieux brouillés

Autre tendance de la campagne, le renversement de certains clichés religieux. Libertin notoire, trois fois divorcé, Trump se partageait pourtant avec Cruz, le très conservateur opposant à

l'avortement et au mariage homosexuel, les voix chrétiennes évangéliques. Des sondages fin mars indiquaient que Trump avait remporté 36 % des voix des électeurs blancs qui se disent chrétiens évangéliques, soit à peu près autant que les 38 % qu'il avait obtenus de l'ensemble des électeurs républicains. Ce soutien cependant était bien moindre parmi les pratiquants réguliers qu'après de ceux qui ne vont à l'église que « rarement » ou « jamais ». Ces derniers sont probablement plus à l'aise face à l'ignorance de la Bible qui caractérise Trump et à ses positions incohérentes sur l'avortement. Les supporters de Cruz attendent à présent de voir comment Trump va tenter de les récupérer. Ce dernier, en fait, ne risque pas grand chose, les évangéliques votant traditionnellement massivement pour les républicains.

Un autre candidat conservateur indépendant pourrait cependant se présenter en novembre (Mitt Romney, candidat républicain en 2012, a été mentionné) comme alternative à la politique étrangère isolationniste de Trump et à ses déclarations contradictoires à propos des impôts et des dépenses gouvernementales.

Contrairement aux protestants blancs, qui soutiennent en grande majorité les républicains, les catholiques suivent généralement les tendances de l'ensemble du pays.¹⁰ Ainsi, en 2012, 49 % d'entre eux avaient voté Barack Obama et 48 % Mitt Romney. Or ils sont aujourd'hui divisés sur les questions de l'avortement et de l'homosexualité. Un sondage réalisé par le Pew Research Center avant la visite du pape François aux Etats-Unis, l'automne dernier, indique que 73 % des catholiques (et même 59 % d'anciens catholiques) ont une opinion favorable sur le pontife mais ne le suivent pas sur

8 • <http://www.newyorker.com>, 01.04.2016.

9 • Réunion informelle de membres ou d'élus d'un parti. (n.d.l.r.)

10 • Cf. **Robert D. Sullivan**, « What happens when faith is put to a vote ? », in *America Magazine*, New York, octobre 2014.

tous les points : seuls 29 % des sondés estiment, par exemple, qu'il est « essentiel » pour les catholiques d'agir en matière de changement climatique. Concernant les immigrants, un autre sondage du Pew Research Center en 2015 indique que 55 % des catholiques blancs les considèrent comme un « poids » pour la société, contre 11 % des catholiques hispaniques (et 41 % de l'ensemble des Etasuniens).

L'image du Vatican s'est profilée plus nettement que de coutume au cours de l'année écoulée grâce à la visite du pape, à son discours devant le Congrès et à son passage à la frontière mexico-étatsunienne, avec cette prise de position contre le projet de Trump de fermer la frontière : « Une personne qui veut construire des murs et non des ponts n'est pas chrétienne. »

De manière globale, les candidats à la présidence respectent le pape, mais c'est le juif démocrate Sanders qui a affiché le plus d'enthousiasme. Il l'a fréquemment cité et a souligné son grand courage pour avoir soulevé des questions rarement discutées au Congrès. Sanders s'est trouvé au centre d'une autre controverse en avril, lorsqu'il a assisté à une conférence au Vatican, quelques jours avant l'élection primaire de New York. Avait-il été invité par l'Académie pontificale des sciences sociales ou avait-il lui-même demandé d'y assister ? Les Américains surestiment la fascination du pape pour leur système électoral et son désir de s'y immiscer...

Les facteurs démographiques, finalement, pourraient bien être déterminants lors des élections de novembre 2016.

Cet automne

Un analyste de *Politico Magazine* estime que Trump pourrait avoir besoin de gagner 70 % des voix des hommes blancs pour devenir président, vu son impopularité auprès d'autres groupes, un chiffre qui n'a encore jamais été atteint.¹¹ Un autre candidat républicain pourrait avoir plus de succès auprès des femmes et des Hispaniques, mais le parti est confronté au défi de surmonter ce que Peter Beinart, du magazine *The Atlantic*, appelle la « coalition de ceux qui montent », incluant « les minorités [raciales], les femmes célibataires, les professionnels blancs, et les jeunes ».¹² Autre point, seule une poignée d'Etats seront sérieusement disputés cet automne. L'électorat étatsunien, en effet, est peu fluctuant sur le plan géographique, même s'il est profondément divisé. Ainsi 40 des 50 Etats ont voté pour le même parti lors des quatre dernières élections présidentielles (18 pour les démocrates, dont la Californie et New York, et 22 pour les républicains, dont la Géorgie et le Texas).

Les républicains cependant pourraient bénéficier d'une certaine lassitude à l'égard des démocrates (les partis qui tentent de briguer un troisième mandat consécutif à la Maison Blanche ont tendance à perdre des appuis) et d'un sentiment général que le pays est engagé sur une mauvaise voie. Mais en même temps, la perception qu'ont les électeurs de la situation économique dépend du parti auquel ils appartiennent, de sorte que le potentiel de changement est limité. Plus que jamais, finalement, l'esprit partisan domine aux Etats-Unis.

R. D. S.

(traduction : Claire Chimelli)

11 • David S. Bernstein, www.politico.com, 04.03.2016.

12 • <http://www.theatlantic.com>, 01.04.2016.

Guerre et paix

La condition de la femme

●●● **Esther R. Suter**, Bâle
théologienne et journaliste,

Alliance internationale des femmes

En Suisse, le 14 juin marque l'entrée de l'égalité des sexes dans la Constitution (1981), puis, dix ans plus tard, la grève des femmes lassées d'attendre son application. Depuis, notre pays s'est profilé comme un ardent défenseur de cette cause, participant activement à la création d'ONU-Femmes et aux sessions de la Commission de la condition de la femme de l'ONU.

La session annuelle de la Commission de la condition de la femme de l'ONU, qui s'engage pour l'égalité des genres et dont la Suisse est membre, a eu lieu en mars, à New York. Trois mille déléguées d'organisations non gouvernementales (ONG) y ont participé. Cette activité des ONG est un élément majeur de la Commission. Les ONG influencent ainsi la politique internationale relative à l'autonomisation des femmes et à l'égalité des sexes, instaurée en 1995 par la *Déclaration et le Programme d'action de Beijing*, et rappellent aux dirigeants du monde leurs engagements.

Parallèlement aux débats officiels, d'autres conférences et événements ont mobilisé à New York les représentants des ONG. Ainsi de Ecumenical Women, une coalition d'organisations chrétiennes qui s'est formée après Beijing pour soutenir les femmes traditionnellement exclues des processus de décisions politiques, et qui aide les déléguées des ONG à tirer profit de leur statut et à mieux se positionner face aux « officiels ». Ou encore de ONU-Femmes, une organisation qui collabore aussi avec des ONG religieuses, telles que le World YWCA, le Conseil œcuménique des Eglises (COE) ou Act Alliance, afin de promouvoir le partage du savoir et des expériences entre féministes et activistes religieuses.

Thème examiné cette année par la Commission : « l'élimination et la prévention de toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles », une problématique déjà discutée en 2003 et 2013. Les visages de cette violence défient l'imagination, en particulier en temps de guerre. La session de mars a permis de relier ces situations à la perspective de justice entre les genres. Pourquoi le viol en situation de conflit armé, par exemple, n'est-il toujours pas considéré, partout et unanimement, comme une arme de guerre ? Une réflexion a été aussi menée sur le concept « masculin » de guerre et sur la définition de la paix.

Des médiatrices

La Suisse est particulièrement impliquée dans la prévention de la violence à l'égard des femmes. Comme l'a expliqué Nathalie Chuard, de la délégation suisse, notre pays a été parmi les premiers à proposer un plan d'action national pour appliquer la résolution 1325 de l'ONU (adoptée en 2000 par le Conseil de sécurité), qui aborde la question féminine lors de déplacements de populations en situation de guerre, ainsi que celui de la rééducation et de la réinsertion des femmes et des jeunes filles suite à un conflit armé.

La Confédération est principalement engagée au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et dans la région des Grands Lacs (Afrique de l'Est). Elle y soutient des projets d'autonomisation des femmes et de réduction de la violence sexuelle. Un constat : même victimes, même marginalisées, les femmes, résistent, se battent pour leurs droits, faisant preuve d'une bonne capacité de « résilience ». En outre, du fait de leur rôle social et familial, elles sont souvent expertes en ce qui concerne la définition des besoins de base des populations.

Pendant, comme l'a expliqué Nathalie Chuard, toutes ces actions, pour être efficaces, doivent être accompagnées d'une recherche de solutions politiques aux conflits, enracinée dans un processus inclusif. Le manque de représentation féminine lors des négociations de paix (non conforme à la résolution 1325) est un vrai problème. D'autant plus que l'on se prive ainsi de la capacité de médiation (*bridge builder*) des femmes, comme l'a souligné de son côté Sahar Khamis, spécialiste des médias arabes et professeure à l'Université de Maryland.

Musulmane d'origine égyptienne, Sahar Khamis a présenté l'organisation Sisterhood of Salaam, qui travaille au dialogue entre juives et musulmanes dans le cadre du conflit arabo-israélien. Elle a aussi rapporté l'important rôle joué par les femmes lors du printemps arabe, en tant que leaders, journalistes, avocates... Même après que des militantes pour les droits humains aient été violées, emprisonnées ou tuées, les femmes ont poursuivi leur combat social et politique pour leur intégration en tant que citoyennes à part entière, pour leurs droits à l'éducation, au travail, à l'éligibilité politique.

Des combattantes

Ainsi, en Libye, les femmes ont activement participé à la révolution de 2011. C'est ce qu'a souligné Paul Menkveld, représentant de la Mission permanente des Pays-Bas auprès des Nations unies, lors d'une rencontre organisée par la Suisse sur la Libye. Elles sont descendues dans les rues de Benghazi dès le début des manifestations, elles ont soigné les combattants blessés et les ont nourris, elles ont vendu leurs biens pour acheter des armes... Puis elles ont commencé à reconstruire Benghazi. Aujourd'hui, beaucoup d'entre elles se demandent si la révolution libyenne a bien été la leur... Le radicalisme religieux qui s'en est suivi a restreint leur espace public et les plus engagées d'entre elles sont en danger. Ainsi Salwa Bughaighis, militante pour l'établissement d'une démocratie dans laquelle les femmes auraient leur place, a été assassinée en 2014. Depuis lors, un nombre grandissant d'activistes luttant pour les droits de la femme en Libye ont été menacés.

Une des propositions avancées par les Libyennes à New York est que la communauté internationale travaille à intégrer les femmes dans les principales discussions politiques. Claudia Marti, du Département fédéral des affaires étrangères suisse, partage leur conviction : les négociations de paix en Libye auront de meilleurs résultats si les femmes sont impliquées, comme cela a été le cas lors du processus de réconciliation et de dialogue national, du cessez-le-feu et de la collecte des armes.

E. R. S.

L'Europe en transition

Entretien avec Herman van Rompuy

●●● **François Euvé sj**, Paris, directeur de « Etudes »
Jan Koenot sj, Anvers, ancien directeur de « Streven »

Face à l'internationalisation de l'économie, aux crises financières et migratoires, aux mouvements nationalistes, le projet européen bat de l'aile. Herman van Rompuy interpelle les Eglises pour qu'elles jouent leur rôle dans la consolidation de celui-ci. Car son expérience et son analyse le confirment dans cette conviction : l'Europe garde son sens et il faut la défendre.

Economiste de formation, Herman van Rompuy s'est engagé dans le parti Chrétiens-démocrates et flamands. Après avoir été brièvement Premier ministre de la Belgique, il a été nommé fin 2009 premier président du Conseil permanent de l'Union européenne, poste qu'il a occupé jusqu'en 2014.

François Euvé : *Quels ont été les moments forts de votre présidence ?*

Herman van Rompuy : « A vrai dire, le moment le plus fort, le plus émouvant que j'ai vécu n'a à voir ni avec la politique ni avec la gestion du Conseil européen. Ce fut la remise du prix Nobel de la paix à l'Union européenne (UE), en 2012, à Oslo. On touchait là à la raison d'être de l'UE. Il est important de se souvenir, en particulier dans cette période de désorientation et d'angoisse, que le projet de l'UE est un projet de paix.

Quels ont été, à vos yeux, les principaux apports de l'UE ?

« Je le souligne à nouveau : la raison d'être de l'UE est, et reste, la paix. C'est d'autant plus important que nous sommes entourés aujourd'hui par des

zones de guerre : en Ukraine (9000 morts), en Syrie (au moins 250 000 morts), etc. La vieille Europe connaît la paix depuis 70 ans, mais elle est encerclée par la guerre. Notre voisinage n'est pas la mer du Nord, mais bien davantage la Méditerranée, "notre mer" (*mare nostrum*). On a tendance à l'oublier. Comment a-t-on pu imaginer que les quatre millions de réfugiés fuyant la guerre en Syrie pourraient rester loin de chez nous ?

» Notre propre histoire est tissée d'épisodes violents. J'ai été récemment à Paderborn, cette ville allemande où Charlemagne a rencontré, en 799, le pape Léon III pour conclure avec lui un accord : la protection temporelle contre le couronnement impérial. J'ai réalisé ce qu'avait signifié pour cette région la guerre de Trente ans (1618-1648) qui opposait les catholiques aux protestants : des populations de villages entiers ont été massacrées ; la population allemande a diminué d'au moins 40 %. Ce conflit peut être rapproché de ce qui se passe actuellement entre sunnites et chiites. Autrement dit, ce que d'autres pays connaissent aujourd'hui, nous l'avons connu en Europe, avec une cruauté tout à fait comparable.

» En deuxième lieu, l'Europe est un projet de prospérité. Dans l'esprit des pères fondateurs cependant, l'économie n'était qu'un instrument, un moyen d'assurer l'interdépendance entre des pays ; leurs intérêts communs permettraient de prévenir des guerres. L'existence de l'UE a d'ailleurs été l'une des causes de la chute du mur de Berlin et de la fin du communisme en Europe. Les populations de l'Est savaient que, de l'autre côté du Rideau de fer, les gens jouissaient de la liberté, de la paix et de la prospérité. Et qu'une fois entrées dans l'UE, il n'y aurait pas de retour en arrière possible. Cela avait déjà été le cas pour les pays qui avaient connu le fascisme, l'Espagne, le Portugal, la Grèce. Une fois rattachés à l'UE, ils se sont ancrés dans la démocratie.

» Cela montre qu'il y a bien une Europe des valeurs et que la paix est une valeur en tant que telle. »

Jan Koenot : *L'économie sociale de marché est présentée comme une valeur européenne. Or l'économie mondiale, soumise à la financiarisation, n'est plus conforme à ce standard et défait le tissu social. Y a-t-il un pouvoir politique encore capable de contrer cet impérialisme économique ?*

« Cette question nécessiterait une longue réponse nuancée (mon éducation chez les jésuites¹ m'a appris le sens de la nuance...). Il est intéressant de comparer la situation européenne avec celle d'autres régions du monde, comme les Etats-Unis ou les pays asiatiques. Dans le domaine de la protection sociale, de ce que l'on appelle

l'"Etat-providence", l'Europe fait figure d'exception. En Belgique, les dépenses publiques représentent encore la moitié du PIB, et le coefficient de Gini, qui est utilisé pour mesurer le taux d'inégalité des revenus dans un pays, n'a pas bougé ces dix dernières années dans l'UE, ce qui n'est pas le cas aux Etats-Unis.

» L'économie sociale de marché, que nos pays ont mis en œuvre depuis la fin de la guerre, représente donc une correction de l'économie libérale de marché. L'un des moyens utilisés a été le renforcement du pouvoir de l'Etat, et l'un des outils, le domaine fiscal et parafiscal.

» Aujourd'hui, cela ne suffit plus, car l'économie s'est organisée sur le plan international. De nombreux mouvements financiers échappent au contrôle des Etats, et de grandes multinationales échappent aux impôts dans les pays où elles sont implantées. Mais les Etats européens ont réagi, contre Google et Facebook par exemple, comme ils l'avaient fait auparavant à l'encontre d'IBM. L'Europe dispose à

international

Remise du prix Nobel pour la paix 2012, à Herman van Rompuy, José Manuel Barroso et Martin Schulz



1 • Au Collège Saint-Jean-Berchmans de Bruxelles.

présent des instruments nécessaires. Pendant toute une période, nous avons été trop indulgents car nous voulions attirer les investissements étrangers pour favoriser l'emploi. Nous sommes aujourd'hui davantage conscients que les stratégies qui permettent d'échapper à l'impôt sont indéfendables. Une action correctrice de la part du pouvoir politique est nécessaire.

» Prenons d'autres exemples. Avec l'OCDE, nous avons mis en place, il y a trois ans, un système d'échange automatique de données financières : si quelqu'un a un compte à l'étranger ou un portefeuille d'actifs, l'information doit être communiquée aux instances du pays dont il est originaire pour permettre une taxation. Et pour lutter contre la spéculation financière, l'UE a organisé une union bancaire qui permet une supervision des banques nationales par la banque centrale européenne. Il faudrait cependant dépasser la dimension européenne et agir au niveau de l'OCDE, du FMI.

» Le système de la mondialisation ne disparaîtra pas, mais il faut instaurer des correcteurs pour en réduire les excès. »

François Euvé : *Parallèlement à cette internationalisation, on assiste dans nombre de pays à un phénomène de renationalisation, qui se manifeste par la montée de partis nationalistes, et de régionalisation (Catalogne, Ecosse, Corse, etc.). Serait-ce une régression à l'égard du projet européen, l'indice d'un malaise ?*

« L'Europe est à la fois un espace et un lieu. Elle est devenue un espace de libre circulation des personnes, des biens et des services. Le programme

Erasmus, par exemple, a permis à des millions de jeunes d'étudier à l'étranger et de développer ainsi leur personnalité. Mais c'est aussi un lieu, car chacun désire avoir un chez-soi, être protégé, se sentir en sécurité. Or, depuis le début de sa construction, l'Europe a surtout développé le premier volet. Aujourd'hui encore, abattre les frontières et créer un espace commun reste pour elle un enjeu essentiel, qui s'étend à des domaines aussi divers que l'énergie, les télécommunications ou l'économie digitale. Mais la situation change. La mondialisation met en difficulté l'Etat-providence et la crise oblige les institutions européennes à jouer un nouveau rôle.

» Pendant plusieurs décennies, l'Europe a été synonyme d'ouverture, de libération, d'émancipation, d'acquisition de puissance ; elle apparaît aujourd'hui comme une instance d'ingérence, de jugement, de prescription, d'imposition, de correction et même de punition... Elle qui était perçue comme ouvrant de nouvelles possibilités est maintenant vue par beaucoup comme une intruse non désirée. L'amie de la liberté et de l'espace est devenue une menace pour la protection et le lieu. Et en effet, nous avons négligé le lieu, sous-estimé le besoin d'un chez-soi.

» Il est urgent pour l'Union qu'on ne la voie plus comme un espace qui profite seulement aux entrepreneurs, à ceux qui peuvent se déplacer, qui ont des diplômes et parlent plusieurs langues, mais à tous ses citoyens. Comme l'énonçait Joseph Schumpeter, la vie économique est toujours un processus de "destruction créatrice". L'important est que le solde soit positif, que la création l'emporte sur la destruction. »

Comment voyez-vous le rôle des Eglises, qui ont à la fois une dimension nationale et une dimension internationale, en particulier l'Eglise catholique ? Beaucoup de chrétiens se sont trouvés parmi ceux qui ont initié le projet européen.

« La renaissance de l'idée européenne après la Seconde Guerre mondiale est en effet largement due - mais non exclusivement - au monde chrétien. Le projet de réconciliation a été soutenu par les grands leaders chrétiens d'alors. C'était particulièrement évident pour l'Europe des Six, car plusieurs de ces pays avaient été en guerre les uns contre les autres. Par la suite, l'Europe a intégré d'autres Etats, qui lui donnent depuis une plus grande dimension multiculturelle et multi-religieuse. Ainsi il ne faut pas oublier la présence de plusieurs millions de musulmans en Europe.

» J'ai le sentiment que l'Eglise catholique a du mal à accepter cette évolution de l'Union. Je vois une sorte de désamour entre l'institution catholique et l'UE. L'opinion s'est trop fixée sur le fameux débat de 2004 autour du projet de *Préambule* de la Constitution européenne. Le premier projet parlait des racines de l'Europe en évoquant le monde gréco-romain et les Lumières, sans faire allusion au christianisme. Il

s'agissait d'une véritable falsification historique, et les catholiques ont vigoureusement réagi. Pour les instances romaines, ce fut un choc culturel. Mais le débat a pris une autre direction lorsqu'on a voulu inscrire une référence religieuse dans la Constitution. Très peu de constitutions le font, même dans les pays de forte tradition chrétienne. Il faut reconnaître que si le monde européen est marqué par son passé chrétien, l'Europe chrétienne des siècles passés n'existe plus. Pourtant ce débat continue à faire des remous. Je suis frappé de voir que des gens m'en parlent aujourd'hui encore.

» Il est important que l'Eglise romaine continue à défendre l'idée européenne, particulièrement en ce moment où celle-ci est malmenée, car elle est porteuse de paix et de solidarité. C'est d'ailleurs ce que le pape François a fait, lui qui est Argentin, dans ses discours lors de son voyage à Strasbourg, en novembre 2014.² La tendance est à l'individualisme et aux mouvements séparatistes et nationalistes. C'est d'autant moins le temps de désertier le combat pour la réconciliation et la coopération.

» L'ouverture vers l'autre - pensons à Levinas - est une composante essentielle de la civilisation humaine. Tous les mouvements humanistes ou spiritualistes doivent y contribuer et lutter contre l'élaboration d'une identité négative. Le témoignage du pape est très précieux et entraînant, car il le fait avec une authenticité irremplaçable. »

F. E. et J. K.

2 • Le pape a reçu le 6 mai dernier le Prix Charlemagne d'Aix-la-Chapelle (Allemagne), remis chaque année depuis 1950 à des personnalités qui s'engagent pour l'unité européenne. Face à la crise de solidarité que traverse l'Europe, l'autorité morale du pape François permet de rappeler l'idéal des pères fondateurs de l'Union, à savoir « ce qui nous unit et non ce qui nous divise », ont expliqué les présidents du Parlement, de la Commission et du Conseil de l'Europe lors de la cérémonie. (n.d.l.r.)

Un Maroc à deux faces

●●● **Giulia Bertoluzzi**, Rabat
journaliste, « Nawart Press »

Dans une région bouleversée par l'instabilité politique et sociale, le Maroc semble avoir trouvé son équilibre et pris la mesure du mécontentement populaire affirmé en 2011. Cette exception marocaine est-elle une réalité ou une image construite de toute pièce, diffusée à l'étranger ?

La ville de Marrakech, fleuron du développement économique et du rayonnement culturel marocain à l'étranger, illustre l'image de stabilité que la monarchie marocaine entend donner. Malgré l'attentat de 2011 au café Argana, qui avait fait dix-sept morts sur la place *Jamaa El Fna* où charmeurs de serpents et conteurs traditionnels se disputent les touristes, la ville s'épanouit chaque année. Elle s'affirme comme la capitale par excellence du tourisme culturel, grâce à son prestige historique et aux événements qui s'y tiennent, tels que le Festival international du film et la Biennale d'art contemporain qui attirent 1,8 million de visiteurs par an.

Les chantiers du roi

C'est aussi à Marrakech que le Maroc organise ses principaux sommets et conférences. Parmi eux, la Conférence sur le climat 2016 (COP22), qui aura lieu en novembre prochain et qui témoigne des ambitions du royaume chérifien en matière d'environnement.¹ « C'est le chantier du roi Mohamed VI, et c'est clair qu'il le mène à bien », déclare Ibtissam Mzibri, une militante d'ANFASS démocratique, un mouvement de jeunes constitué en 2013, issu du printemps arabe. « Avec ce programme, le roi conduit le Maroc sur un

autre niveau international, c'est vrai, mais les agences² créées pour le gérer relèvent du *Makhzen*³ et échappent au contrôle du gouvernement. Comment pourrais-je, dès lors, en tant que citoyenne, en tirer un vrai bilan ? »

Si l'environnement constitue l'un des grands chantiers royaux, la diplomatie religieuse en est un autre, marquée par la *Déclaration de Marrakech* du 27 janvier 2016. Ce texte sur les droits des minorités religieuses dans les pays à majorité musulmane résulte d'une conférence tenue sous l'égide du roi Mohamed VI, qui a exceptionnellement réuni 300 personnalités de divers pays et courants musulmans. Il répond à un vaste programme religieux, dont le fleuron est l'Institut Mohamed VI de formation des imams. L'objectif du roi est de diffuser dans le pays un islam modéré malikite⁴ via des imams « certifiés », et d'avoir ainsi un contrôle sur

- 1 • En février 2016, Noor, le plus grand parc solaire thermodynamique du monde, a été inauguré à Ouarzazate.
- 2 • Le Comité national pour l'environnement et l'Agence marocaine de développement solaire MASEN.
- 3 • Expression marocaine désignant l'autorité, ici le Palais royal, soit le roi, ses conseillers et les services de sûreté.
- 4 • Le courant malikite constitue une des quatre écoles de jurisprudence de l'islam sunnite, appelée anciennement école de Médine. Il est centré sur l'enseignement de l'imam Mâlik ibn Anas (env. 715-795). (n.d.l.r.)

les mosquées ; mais aussi de donner à ce modèle islamique une identité internationale forte, en l'exportant vers des communautés musulmanes européennes et africaines, pour contrer l'avancée de l'islamisme radical.

A ce propos, en juillet 2015, le roi Mohamed VI a déclaré : « Y a-t-il une raison pour que nous renoncions à nos traditions et à nos valeurs civilisatrices marquées du sceau de la tolérance et de la modération, et que nous embrassions des doctrines étrangères à notre éducation et à notre morale ? » Il se référait à la doctrine wahhabite exportée par l'Arabie Saoudite (dont le salafisme djihadiste s'est inspiré), mais sans nommer explicitement ce pays ami « qui, ensemble, avec les Emirats arabes, est l'un des principaux bailleurs de fonds de l'Etat marocain », explique Mohammed Madani, politologue et professeur de droit à l'Université Mohamed V de Rabat. « Tant que les milliards coulaient, on a laissé faire, mais à présent le roi prend ses distances. »

De par son positionnement géographique, le Maroc craint en effet une exposition aux radicalismes qui prolifèrent au Sahel. Depuis sa sortie de l'Union africaine (due à sa position sur le Sahara occidental⁵) dans les années 80, le Maroc tente de « combler cette chaise vide en développant une diplomatie à la fois économique et religieuse, explique Mohammed Madani. La question est de savoir si le pays a les finances nécessaires pour entreprendre une

politique religieuse de cette envergure, pour distribuer des bourses, bâtir des écoles, etc. »

Inégalités

Selon le mouvement ANFASS démocratique, il faut nuancer la situation du pays et considérer ses deux faces : celle des gros chantiers royaux et celle du développement socio-économique. L'indice de développement humain du Maroc (établi par le Programme des Nations unies pour le développement, PNUD) est resté très faible en 2015,⁶ surtout en ce qui concerne l'éducation, la parité et l'emploi. Selon cette classification, 33 % des Marocains sont considérés comme pauvres ; parmi ceux-ci, 12,6 % vivent dans la quasi-pauvreté, 15,6 % dans la pauvreté et 4,9 % dans un état d'extrême pauvreté. A l'important taux d'abandon scolaire (après seulement trois ans d'école), s'ajoute un chômage élevé, principalement chez les jeunes qui représentent plus du tiers de la population. Pour Ibtissam Mzibri, « ce développement à deux vitesses n'est pas une évolution positive. Les chantiers royaux sont monopolisés par quelques-uns, empêchant une distribution des richesses. »

Le « printemps arabe » marocain de 2011 a été négligé, « banalisé et réduit à une brève parenthèse historique », explique pour sa part le professeur Madani. Mais le *Mouvement du 20 février* (révolutionnaire), qui est apparu à ce moment dans le pays, « a néanmoins été déstabilisateur pour la monarchie », ponctue le professeur, « au point que le *Makhzen* a du faire des concessions [une nouvelle constitution en juillet 2011 et des élections législatives anticipées en novembre de la même année] et accepter qu'un parti islamiste, le Parti justice et

5 • Faisant partie de la liste des « territoires non indépendants » des Nations unies, le Sahara occidental est revendiqué à la fois par le Maroc et par la République arabe sahraouie démocratique (RASD), proclamée par le Front Polisario le 27 février 1976. Il est depuis le théâtre d'un long conflit.

6 • Le Maroc est classé 126^e sur 188. (n.d.l.r.)

développement (PJD), dirige le gouvernement. Ce qui représente, quand on connaît le fonctionnement de la monarchie, des concessions très sérieuses. » Pour Mohammed Madani, le Palais savait qu'il ne pourrait plus former un gouvernement selon les anciennes méthodes et avec les mêmes groupes. « Il lui fallait un parti avec une vraie légitimité, qui pourrait lui servir de pare-choc. Cela a marché, provisoirement en tout cas. » Le PJD, en effet, était le seul parti à posséder une base solide. Il est d'ailleurs le seul parti islamique issu des printemps arabes à être encore au pouvoir.⁷

Dans le discours officiel, le PJD est totalement intégré au régime, « mais cette vision n'est pas réelle », explique le politologue. « Même si le chef du gouvernement Abdelilah Benkirane, secrétaire général du PJD, ne s'attaque pas directement au roi, il est tout le temps en guerre avec ses sphères, que ce soit avec ses conseillers ou avec des membres du gouvernement ou d'autres centres du pouvoir. » Un exemple récent est la lutte qui a opposé Benkirane au ministre de l'Éducation, qui dépend du Palais, au sujet du projet de francisation de certains enseignements scolaires. « Abdelilah Benkirane a osé s'en prendre à un ministre proche du roi, devant le Parlement entier... Il s'agit de petites luttes », mais elles montrent que pour la première fois, « le jeu politique est clairement entré au Maroc », conclut le professeur.

Répression

« Quand le *Mouvement du 20 février* s'est affaibli, il y a tout de suite eu des représailles contre ceux qui l'avaient soutenu ou qui avaient sympathisé avec », explique Mohamed Boukili,

membre du comité politique de l'Association marocaine des droits de l'homme (AMDH), avec une très forte régression de la liberté d'expression. « Le régime utilise toujours les trois lignes rouges classiques du Maroc : l'islam, le roi et la nation [en se référant au Sahara occidental]. Si quelqu'un franchit l'une de ces lignes, il est poursuivi. Mais lorsque le régime veut s'en prendre à un journaliste qui a osé le faire, il ne l'attaque pas de front, à propos du sujet dévoilé ; il cherche une autre faille pour le malmener. Il y a le célèbre cas d'Ali Anaouzla. C'est un bon journaliste, les affaires qu'il a révélées sont nombreuses,⁸ mais il a été accusé de terrorisme pour avoir publié une vidéo, reprise du journal espagnol *El País*... »⁹

Ces poursuites ne se limitent pas aux seuls journalistes et militants. En mars 2016, le secrétaire général des Nations unies Ban Ki-Moon a employé le mot occupation pour qualifier le Sahara occidental, lors d'une visite des camps de réfugiés à Tindouf (Algérie). La réponse du Maroc a été ferme : le pays a expulsé quatre-vingt civils de la mission MINURSO (opération de maintien de la paix maintenue par les Nations unies depuis 1976), créant ainsi la plus

7 • Le parti islamiste Ennahdha tunisien a perdu son pouvoir suite aux assassinats politiques de deux membres de l'opposition en 2013 (voir à ce sujet **Pierre Desorgues**, « Cinq ans après, un Nobel », in *choisir* n° 674, février 2016, pp. 22-25). Le 22 mai dernier, il a même annoncé la séparation de ses activités religieuses et politiques. Quant aux Frères musulmans égyptiens, ils ont été déposés en 2013 avec le coup d'Etat d'El-Sissi.

8 • Relations ambiguës avec l'Arabie Saoudite, pédophile espagnol gracié par le roi en vue d'un accord entre les deux pays, cas de corruption...

9 • C'était en septembre 2013. Depuis les charges ont été maintenues et les procès contre le journaliste continuent à s'enchaîner. (n.d.l.r.)

grave crise diplomatique avec l'ONU. De la même manière, les relations avec l'Union européenne ont été unilatéralement et officiellement gelées en février dernier, suite au rejet par la Cour de justice européenne de l'accord de libéralisation des échanges agricoles et de pêche, au motif qu'il « ne présente pas les garanties nécessaires pour que les ressources de la région du Sahara profitent aux indigènes ».

Mais la grande victime de la répression reste le monde associatif, le but étant de « limiter son travail et d'éviter un autre 2011 », résume Mohammed Madani. « On dit que le Maroc est stable, mais nous savons que c'est précaire et qu'il peut toujours revenir à la situation de 2011. C'est la raison pour laquelle la monarchie tient au PJD et à la légitimité qu'il lui confère vis-à-vis de la société civile. »

« Les mouvements sociaux restent très éparpillés, poursuit le politologue. Il y a bien des groupes qui se mobilisent, mais il n'existe pas de structure apte à leur donner un sens global. Et c'est bien ce que recherchent les autorités. C'est pour cela qu'elles mettent des bâtons dans les roues à des associations telles que l'AMDH qui seraient susceptibles d'offrir une telle structure. »

« Les représailles contre les membres de l'AMDH n'ont jamais été aussi dures », témoigne de son côté Mohamed Boukili, du comité central de l'organisation. « On nous empêche d'agir dans des endroits publics et privés, de renouveler légalement nos sections loca-

les, afin de nous faire tomber dans l'illégalité (36 sections sur 90 ont déjà été bloquées). Notre position sur le Sahara - un appel à une solution démocratique et pacifique du conflit - est dénoncée, alors qu'elle n'a pas changé depuis quinze ans. Cela nous pose un défi majeur. Il y a dix ans, il y avait des dizaines de *clubs des droits humains* dans les écoles du pays ; tous ont été bannis. On nous empêche même d'accéder aux quartiers les plus défavorisés. Résultat, ces quartiers sont visités par des groupes islamistes. Cela posera un vrai problème au régime pour s'en débarrasser. »

Contestation

Malgré cette intolérance gouvernementale à l'encontre de toute structure qui pourrait rassembler les mouvances sociales sous un même parapluie, « la société civile a compris l'importance de son propre poids et sait comment l'utiliser », affirme Ibtissam Mzbiri, de l'ANFASS. « Après 2011, la façon de voir les choses a changé pour les Marocains. Ils ont moins peur d'invoquer leurs droits. Qu'ils soient étudiants, médecins, enseignants stagiaires ou fonctionnaires publics, ils sortent dans la rue pour les réclamer. »¹⁰

C'est là, selon la militante, la conséquence d'une politique impopulaire. « Les réformes actuelles sont loin de répondre aux promesses électorales et les Marocains vivent une détérioration de leurs droits économiques et sociaux. On n'est pas encore sur la bonne voie, mais la société civile aujourd'hui est alertée et continue de réclamer le respect de ses droits », conclut-elle.

G. B.

10 • Depuis octobre 2015, le Maroc a été le théâtre de plusieurs grèves et manifestations, notamment du fait de la hausse du prix de l'électricité et du gaz. A leur suite, le gouvernement a concédé un contrôle des prix.

Premier pardon

En tant que vieux prêtre à la retraite, il m'arrive d'être invité à des célébrations du premier pardon. Elles me laissent de plus en plus perplexe. Comment ces enfants sont-ils préparés ? Essaye-t-on de leur donner un tant soit peu le « sens du péché » ? Cette année, par exemple, je me suis trouvé devant un panneau où les enfants avaient inscrit des exemples de péchés. Le premier mot était taper. Je ne me souvins pas des autres, mais il devait y avoir désobéir, dire des vilains mots, etc. Est-ce que ce sont vraiment des péchés ?

Un péché, c'est une rupture avec Dieu. Or pas une seule fois il n'a été question de leur relation avec Dieu. « Est-ce que tu aimes le Seigneur ? Est-ce que de temps en temps tu lui parles ? Quand et comment fais-tu ta prière ? » Ce genre de questions figure parmi les abonnés absents ! Pourtant elles sont essentielles. Il s'agit bien d'un Sacrement que ces enfants sont censés célébrer.

Ils se présentent chez le prêtre avec un petit papier sur lequel ils ont écrit deux ou trois mots. Ce bout de papier leur enlève toute spontanéité. Au lieu de se raconter, de raconter leur histoire avec des détails, nous parler de ce qu'ils vivent ! Alors il faut leur poser des questions, essayer d'entamer un dialogue, ce qui prend un peu de temps. Or nous avons la consigne de faire court, parce que nous ne sommes que deux ou trois prêtres pour une quarantaine de gamins.

Ce qui me gêne aussi, c'est qu'on doit les recevoir dans le chœur de l'église, au vu et au su de tous les copains, sans discrétion et sans intimité. J'en viens presque à regretter les confessionnaux qui favorisaient au moins une certaine discrétion ! Je sais bien qu'il ne faut pas comparer la pastorale actuelle avec ce qu'on faisait « de notre temps », mais on se donnait alors une journée entière de « retraite ». A midi, repas spaghettis

où les « confesseurs » venaient manger avec les enfants, pour faire connaissance, s'appriivoiser. Dans l'après-midi, on installait chacun des prêtres dans une pièce de la cure et les enfants passaient chez celui de leur choix. On se donnait le temps de discuter sérieusement avec chaque enfant.

Je me pose encore une autre question au sujet du sérieux de ces confessions. On entend tellement parler de problèmes dans les écoles, de drogue, de racket, de harcèlement par portables ou réseaux sociaux. Nos braves élèves catholiques en seraient-ils miraculeusement préservés ? En tout cas, jamais je n'ai entendu dans une confession la moindre allusion à un semblable problème, ni comme auteur ni comme victime ni comme témoin. Si au lieu de nous tendre un bout de papier, ils pouvaient parler librement, sans tabou, peut-être que de telles choses sortiraient aussi.

Enfin, au moment de leur donner l'absolution, je leur dis de demander pardon au Seigneur dans leur cœur. « Est-ce que par hasard tu connaîtrais une prière pour demander pardon ? » Mutisme complet ! Je ne demande pas qu'on leur apprenne un rébarbatif acte de contrition d'autrefois, mais des mots tout simples, des mots d'enfants : « Seigneur, je sais que tu m'aimes très fort. Et moi je ne t'aime pas assez. Pardonne-moi. Je te promets de faire un effort pour t'aimer mieux et de refaire la paix si je l'ai cassée. » C'est pas compliqué, mais c'est essentiel.

Abbé Xavier Lingg
Genève

Des films chrétiens

... Patrick Bittar, Paris
réalisateur de films

cinéma

En Judée, en l'an 33, une centurie romaine menée par Clavius, un tribun militaire, vainc un groupe de rebelles hébreux entraîné par un certain Barrabas. A peine revenu à Jérusalem, Clavius est convoqué par Ponce Pilate : le préfet l'envoie surveiller le déroulement, au-delà des remparts, de la crucifixion d'un Nazaréen nommé Yeshua. Poussé par le Sanhédrin et le grand prêtre Caïphe, Pilate demande aussi à Clavius de s'assurer que le cadavre de celui qui s'était présenté comme le Messie libérateur du peuple juif ne soit pas escamoté par ses disciples dans le but de faire croire à la réalisation de sa résurrection annoncée. Si bien que lorsque le tombeau est retrouvé ouvert et vide, et que des rumeurs d'apparitions commencent à circuler, Clavius est sommé de retrouver le corps au plus vite. Il s'agit de maintenir l'ordre impérial. Coutumier de la violence, totalement étranger au monothéisme juif, le tribun va mener l'enquête, et progressivement être transformé par ce qu'il découvre.

La lecture des Evangiles m'a souvent donné envie d'en adapter tel ou tel passage au cinéma. A défaut d'avoir abouti, l'exercice m'a toujours paru bénéfique : se plonger dans une « scène » en révèle certains aspects qui échappent à une lecture moins « incarnée ». Ainsi, les tentatives de réalisateurs qui s'ins-

pirent avec respect des Evangiles sont toujours intéressantes. De nos jours, elles sont rares : *The Passion of the Christ* de Mel Gibson date déjà d'il y a 12 ans. *Risen (La résurrection du Christ)*, de Kevin Reynolds,¹ n'est certes pas un grand film. Certaines scènes sont balourdes ... mais d'autres m'ont ému aux larmes. Et le point de vue est pertinent : celui d'un païen ignorant tout du message biblique. Clavius (bien interprété par le britannique Joseph Fiennes, le frère de Ralph) se retrouve « embedded » (intégré) au groupe de disciples pourchassés. Déboussolé par ce qu'il voit, il interroge Pierre, qui lui répond : « I haven't every answer. We're astounded too (...) We are followers : we follow to find out. » En français, le terme *sectateur* traduit mieux que *disciple* l'humble abandon de celui qui, dépassé, suit le Bon Berger.

Risen,
de Kevin
Reynolds

« Risen »



1 • Qui a notamment réalisé *Robin Hood* (1991) et *Waterworld* (1995), tous deux avec Kevin Costner.

Le fils de Joseph, d'Eugène Green

Pour un croyant, qui peut avoir tendance à considérer la Révélation comme allant de soi, la vision proposée par *Risen* est revivifiante ; pour les incrédules, elle est recevable ... même en France, où il a fallu quand même que Sony insiste auprès de sa filiale pour que le film soit distribué en salles. Car *Risen* est un de ces films dits *faith-based*, produits chaque année aux Etats-Unis par une société créée par Sony en 2008 pour cibler les chrétiens : Affirm Films.

Le fils de Joseph

Vincent est un adolescent qui vit seul avec sa mère Marie (Natacha Régner), à Paris. « Tu n'as pas de père » est la réponse qu'il obtient systématiquement lorsqu'il l'interroge sur l'identité de son géniteur. Alors il passe du temps dans sa chambre, à broyer du noir face à une reproduction du *Sacrifice d'Isaac*, de Caravage. Un jour, en fouillant dans les affaires de sa mère, il trouve une lettre retournée à l'expéditrice par un certain Oscar (Mathieu Amalric), qui l'avait quittée suite à son refus d'avorter. Vincent retrouve le maroufle : c'est un éditeur en vue, cynique et égoïste. Il s'introduit dans ses bureaux, dans l'intention de l'égorger. Mais sa rencontre avec le frère d'Oscar, Joseph (Fabrizio Rongione), un homme bon, désargenté et généreux, va ensoleiller son existence...

Le fils de Joseph est le sixième film d'Eugène Green, un réalisateur au style singulier, entre Robert Bresson et Eric Rohmer, avec une touche d'humour en plus. Ses comédiens disent leur texte d'une voix blanche, en marquant toutes les liaisons, même les plus indues ! Green se moque des bobos parisiens, du milieu littéraire germanopratin²

(Maria de Medeiros joue une critique aussi snob qu'ignorante), et de l'ubérisation³ des mentalités (un jeune tente d'associer Vincent à son « business très rentable » de vente de sperme, « un travail moderne, artisanal, écologique »). Le ton combine cette ironie et une naïveté assumée.

Le substrat chrétien affleure non seulement à travers les noms de certains personnages et les titres des cinq chapitres, tirés des Ecritures (*Le sacrifice d'Abraham*, *Le veau d'or*, etc.), mais aussi via la lumière sur laquelle le film débouche avec grâce : une espérance fondée sur la reconnaissance des signes divins. Comme Vincent fait part de sa perplexité devant le sacrifice demandé à Abraham, Joseph répond : « C'était la voix de son orgueil. - Et la voix de l'ange ? - C'était la voix de Dieu. - Comment fait-on pour être bon ? - Il faut écouter la voix de Dieu. - Mais où est-il ? - Il est en nous. Il nous dit d'aimer. »

« Je trouve qu'aujourd'hui les gens se complaisent dans le désespoir », dit Marie. « Plutôt dans le cynisme », lui répond Joseph. « Ils ne savent même pas qu'ils sont désespérés. » *Le fils de Joseph* témoigne ainsi d'un esprit de résistance spirituelle et esthétique. D'ailleurs, lors de l'épisode final de *La fuite en Egypte* aux abords des plages normandes, la famille recomposée - Marie, Joseph et Vincent - croise un habitant du coin, qui va leur prêter son âne ; comprenant immédiatement qu'il a affaire à des fugitifs, il leur enjoint, de façon mystérieuse : « Résistez. »

P. B.

2 • En référence aux intellectuels de Saint-Germain-des-Prés, de Paris. (n.d.l.r.)

3 • En référence à l'entreprise Uber. Le terme indique une activité économique de partage, hors contraintes réglementaires. (n.d.l.r.)

Obligations et libertés

C'est un riche petit ouvrage que celui d'Eric Fuchs, professeur émérite d'éthique à la Faculté protestante de théologie de Genève. Un livre dont le titre reprend l'un des trois piliers sur lesquels repose la réflexion.

Le premier de ces piliers, appelés *nœuds de sens*, est la coexistence du bien et du mal dans le monde ; le second consiste en la tension entre obligation et liberté, et le troisième réside dans le paradoxe d'un Dieu à la fois proche et lointain. Trois nœuds de sens, d'origine biblique, qui permettent à une éthique de se construire.

La morale ne pouvant pas avoir la prétention de dénouer ces nœuds, elle doit se résoudre à travailler avec ce qu'ils révèlent : des limites de fait à respecter et des limites constituantes. Ces limites *positives* s'imposent à l'homme, enclin à la démesure. D'abord comme être sexué appelé à l'amour, mais pris entre vertige et violence ; comme individu appelé à vivre en société, mais incapable de solidarité ou au contraire fondu dans la masse ; comme vivant mortel épris de vie au-delà du raisonnable, incapable d'accepter la mort mais prompt à la donner.

Autre est la limite de la liberté : un bien qu'on imagine et désire volontiers limité, mais qui, sans obéissance et sans obligation, devient arbitraire. Puis celle de l'obéissance qui, sans liberté, devient asservissement. « L'Écriture sainte ne

parle jamais de l'obligation sans parler de la liberté. »

Le troisième nœud de sens porte sur le statut religieux de l'homme. Ici l'excès de proximité porte à conférer à toute chose une sacralité indue, ou au contraire à tant éloigner l'homme de Dieu que c'est l'homme qui se divinise. « D'un côté l'idolâtrie, de l'autre l'humanisme comme religion séculière. » Vingt belles pages (70-90) disent ce que sont une éthique sans idolâtrie - sans exaltation de ses propres principes - et une éthique nourrie de spiritualité. Une éthique qui donne sa place à la raison, mais qui ne lui confie pas le destin de l'humanité - et où l'amour peut transcender la loi.

C'est au sujet de la *prudence* (reprise d'Aristote et sauvée des incohérences du *principe de précaution*) et du sens de la mesure qui s'y dessine, qu'Eric Fuchs se résume et se profile : « ... le premier nœud récuse aussi bien l'idéalisme que le découragement ; le deuxième nœud fait percevoir le bien-fait des limites posées par la loi ; le troisième nœud enfin révèle que le cœur spirituel de la prudence est la vigilance envers les tentations religieuses : se construire des dieux à notre image au service de nos mauvais désirs ». Une réflexion à savourer.

Philibert Secretan

Eric Fuchs,
Quand l'obligation se noue avec la liberté, Genève, Labor et Fides 2015, 132 p.

L'option pour les pauvres

Gustavo Gutierrez,
*Heureux vous
les pauvres,*
Paris, Parole et
Silence 2015, 114 p.

Il y a, nous dit le pape François dans la préface, beaucoup de formes de pauvreté : physiques, économiques, spirituelles, sociales, morales. Mais la pauvreté économique est celle que l'on regarde avec le plus d'horreur.

Si l'argent est un outil qui permet à l'homme d'œuvrer dans le monde, d'agir, de porter des fruits, ce moyen peut se retourner contre lui. Ce petit livre va s'efforcer d'en faire une analyse à partir des Conférences de l'épiscopat de l'Amérique latine et des Caraïbes, plus particulièrement celle d'Aparecida, dont l'une des pierres d'angle était l'option préférentielle pour les pauvres.

Première étape : discerner les signes des temps à la lumière de l'Esprit saint, pour se mettre au service du Royaume annoncé par Jésus. « Regarder au loin », comme aimait à le répéter Jean XXIII. La réalité du pauvre d'aujourd'hui est complexe et la dite Conférence, après un vote majoritaire, décida de s'y atteler, en suivant la méthode du « voir, juger et agir ». Le Christ est le visage humain de Dieu et le visage divin de l'homme. A cause de cela, l'option pour les pauvres est implicite dans la foi : « Dieu s'est fait pauvre pour nous », et de notre foi en Christ provient notre solidarité, notre attitude de rencontre, de service et de fraternité.

En fait, le pauvre est « l'autre » d'une société qui ne reconnaît pas, sinon théoriquement, sa dignité humaine. Les

nouveaux visages des pauvres ont pour noms : migrants itinérants, victimes du VIH-sida, enfants victimes de prostitution, exclus pour cause d'analphabétisme technologique, toxicomanes, prisonniers... La situation de la femme en Amérique latine et dans les Caraïbes est, par exemple, très précaire, et il est urgent d'en prendre conscience. Il n'est pas question là de condescendance, mais de solidarité, d'amitié. Or c'est par la fréquentation qu'on devient amis. Benoît XVI disait déjà que l'option pour les pauvres est incluse dans le devoir d'évangélisation, et l'évangélisation s'est toujours développée avec la promotion humaine et l'authentique libération chrétienne.

L'auteur précise que l'Amérique latine et les Caraïbes disposent de facteurs d'unité, mais d'une unité déclinée par des volontés de puissance et de contradictions, encore incapable de faire couler dans les mêmes veines le sang de tous, et de dépasser les incroyables barrières d'inégalités et de marginalisations. L'affaire est entre nos mains : les mains des Eglises locales et des communautés chrétiennes.

Dans la deuxième partie, le livre revient sur la spiritualité de l'événement conciliaire et décode avec bonheur le Bon Samaritain.

Marie-Luce Dayer

■ Spiritualité

Marion Muller-Colard**Le Complexe d'Elie***Politique et spiritualité*

Labor et Fides, Genève 2016, 174 p.

C'est l'histoire « d'un *Homo politicus* qui se demandait comment vivre la spiritualité dans la sphère politique, et d'une théologienne qui se demandait comment vivre la politique dans sa vie spirituelle ». Cette rencontre entre le maire d'une petite ville de l'est de la France - fervent défenseur de la démocratie participative - et Marion Muller-Colard plonge le lecteur dans la pensée politique d'Hannah Arendt et, surtout, dans un parcours biblique de haute qualité.

Depuis les complexes des prophètes, qui prétextent avoir une « langue lourde » pour refuser l'appel de leur Dieu à la parole, et celui d'Elie « incapable de faire mieux que ses pères », jusqu'aux évangiles, l'auteure livre une fine analyse des textes. Elle replace l'amour au centre de l'humain, l'amour affranchi de l'affect, qui se cultive « en termes d'attention », comme un « choix, une façon d'être au monde ». « L'amour comme une action, dit-elle, est certainement, oui, le dénominateur commun et l'horizon de la vie spirituelle et de la vie politique. »

Sa réflexion empreinte d'une poésie proche de la nature, d'attention à la réalité vécue nous entraîne loin des traités dogmatiques et austères. On vit avec elle, on avance avec elle au ras de la vie, en prise avec toutes les interrogations, les doutes, les fragilités et les émerveillements soulevés par ses rencontres ou ses lectures.

Comme dans *L'Autre Dieu*, l'écriture de Marion Muller-Colard ne peut que nous toucher au plus profond du cœur, avec la constatation que « l'évangile et la démocratie sont toujours à mettre au monde ».

Marie-Thérèse Bouchardy

Henri Boulad**Mourir, c'est naître***L'amour, la mort et l'au-delà*

Médiapaul, Paris 2015, 240 p.

Nous ne pouvons éluder la question de notre fin, elle revêt pour nous une importance capitale. Le Père Boulad, jésuite égyptien, inspiré par le souffle de l'Esprit

venant d'Orient, invite à démystifier la mort, à la découvrir, avec François d'Assise, comme une amie, une sœur, à nous libérer de la peur et de l'angoisse.

A la suite de sainte Thérèse, qui promet « de passer son ciel à faire du bien sur terre », il situe le rôle de nos chers défunts. Nos morts sont à nos côtés, en nous, nous soutenant. Nous ne sommes pas seuls, livrés à nos propres forces. Sentant sa fin arriver, la petite Thérèse livre un dernier message lumineux : « Je ne meurs pas, j'entre dans la vie », vers cette vision de Dieu promise par saints Paul, Matthieu et Jean.

« Notre vie n'est qu'une inlassable quête de ce Visage unique, nous dit Henri Boulad. A travers les mille et un visages qui nous séduisent, à travers les mille et un paysages qui nous enchantent, c'est inconsciemment le visage de Dieu que nous cherchons. Ces beautés terrestres, si fascinantes soient-elles, ne sont qu'un pâle reflet de cette "beauté toujours ancienne et toujours nouvelle" dont parle Augustin, et que nous découvrirons avec éblouissement dans l'au-delà. »

Saint Paul affirme que dans la vie éternelle nous connaissons Dieu comme il nous connaît. « La vision béatifique » sera un regard qui ne se lassera pas de contempler son objet, sans jamais parvenir à l'épuiser.

L'ouvrage est émaillé de nombreuses citations d'auteurs connus, comme Alfred de Musset et son émouvant *Pélican*. Il a le mérite de donner une documentation précise sur la réincarnation et surtout de raviver notre espérance en la vie future qui, dans la foi de l'Eglise, nous est promise.

Monique Desthieux

François Euvé**Pour une spiritualité du cosmos***Découvrir Teilhard de Chardin*

Salvator, Paris 2015, 192 p.

Le principe fondamental de Teilhard est de placer le Christ au cœur de la Matière, pour ensuite voir et accepter ce que le Christ nous suggère par sa lumière, à travers cette Matière qui est notre situation. Si ce principe fondamental - « placer le Christ au cœur de la Matière » - est immuable, la manifestation de l'omniprésence du Christ varie selon la situation du sujet et sa manière de la voir et de l'accepter.

Appliqué à la lecture des écrits de Teilhard de Chardin, cela veut dire que les idées et les actions de Teilhard, inspirées par le Christ à travers la situation de son temps, c'est-à-dire le siècle dernier, ne valent pas nécessairement pour la situation éprouvée aujourd'hui. Ce constat implique un risque : que la nouvelle génération, qui vit et juge le monde autrement que Teilhard et qui manque souvent de goût pour la transcendance, dévalorise son œuvre et, par là même, se ferme à l'accès de son principe fondamental. Or ce principe conduit à une spiritualité du Cosmos, dont nous avons grand besoin aujourd'hui pour maintenir une joie de vivre. Je pense que c'est là l'arrière-fond du livre de François Euvé (directeur de la revue *Etudes* et titulaire de la chaire Teilhard de Chardin au Centre Sèvres à Paris). Pour permettre à une nouvelle génération d'accéder à la spiritualité du Cosmos, il soumet les vues de Teilhard à la critique. Au travers de sept chapitres, il invite à prendre conscience des vues actuelles sur notre monde, pour les comparer à celles que Teilhard a formulées en son temps. Les thèmes présentés sont les suivants : *Pourquoi le salut ?*, *Qui était Teilhard de Chardin ?*, *Vivre cosmiquement*, *Le Christ cosmique*, *Le Mal dans l'Univers*, *Au-delà de Teilhard*, *Une promesse de Vie*.

Ainsi le livre conduit à un dialogue entre Teilhard et la génération d'aujourd'hui, pour aider celle-ci à découvrir et à valoriser la spiritualité du Cosmos, à vivre dans la foi et, à sa manière, à collaborer au devenir dans l'espérance.

Richard Brüchsel

■ Pastorale

Denis Gancel *Journal d'un catéchiste*

« *De quoi parliez-vous donc en chemin ?* »
Parole et Silence, Paris 2015, 252 p.

Dans sa marche de catéchiste, commencée en 2005, l'auteur a entendu maintes fois en lui des paroles qu'il attribue au Christ : « Il y a une chose que je peux faire pour toi : c'est marcher, marcher sans relâche avec toi, pour toi. » C'est fort de ces paroles qu'il tente de donner aux jeunes la confiance

qu'ils cherchent éperdument : confiance en eux, dans les autres, dans l'avenir. Ce faisant, il leur exprime sa gratitude car, dit-il, « ils m'ont autant catéchisé que j'ai pu le faire ».

Denis Gancel se lance dans la catéchèse à la suggestion de sa femme, qui elle-même l'a pratiquée pendant plusieurs années : « A ton tour ! » Il se présente pour répondre à un appel, au manque de catéchisés. Il est le premier homme à accepter cette demande et, poussé par une idée fantaisiste, il propose un thème - *Trop bien la messe* -, un fil conducteur qui mènerait à l'élaboration d'un livre. Le novice aux idées farfelues est accueilli. Puis d'autres pères s'engagent et imaginent d'autres thèmes : *Trop fort l'amour*, *Trop bien le credo*, *La vérité sagement*. L'auteur tient un journal avec des jeunes de terminale, *Récit d'une marche*. Une autre année, il propose *L'engagement*, puis *Les grands témoins*.

Mais un catéchiste est appelé à de multiples fonctions : sorties d'intégration, repas en plein air, réunions de parents, rencontres avec d'autres catéchistes, programmes à concocter. Pour un chef d'entreprise, époux et père de famille, c'est beaucoup ! Et puis, les attentes sont grandes : surtout celle de ne pas s'ennuyer, disent les élèves.

Les catéchistes proposent des questionnaires : *un événement qui m'a marqué, ce que j'aime, ce que j'aime pas du tout* ; des suggestions de sujets et des grandes questions : *qui est le Christ pour moi ?* Les réponses sont variées, mais encourageantes. De semaine en semaine, puisqu'il tient son journal, nous l'accompagnons dans ses expériences et ne pouvons que l'admirer. Il est plein d'idées et son témoignage est très beau. Pourtant, il n'hésite pas à confier ses doutes, ses combats et ces mots qu'il se répète encore et encore, face à tant de jeunes qui dessinent des maisons de solitude : « Me voici », comme Samuel dans l'Ancien Testament.

Marie-Luce Dayer

■ Théologie

Adolf von Harnack
L'essence du christianisme*Textes et débats*

Labor et Fides, Genève 2015, 378 p.

Il serait intéressant, mais hors de propos, de confronter deux ouvrages qui portent le même titre et qui sont pourtant pensés à mille lieues l'un de l'autre : *L'essence du christianisme* de Ludwig Feuerbach, référence obligée de l'athéisme, et *L'essence du christianisme* d'Adolf von Harnack. Très lu au début du siècle dernier (première édition 1900), ce classique du protestantisme libéral est traduit et commenté aujourd'hui par Jean-Marc Tétaz.

Adolf von Harnack est inspiré par une volonté toute protestante de retour à l'Évangile, quitte à entrer sévèrement, mais sereinement, en débat avec les dérives mondaines et politiques de toutes les confessions chrétiennes. Mais quitte à reconnaître également, dans toutes les traditions chrétiennes, ce qui s'y rencontre d'essentiellement évangélique - en particulier dans les traditions du monachisme orthodoxe ou catholique.

Ce livre, largement référé à saint Augustin, révérend comme maître spirituel, peut certes servir de base au protestantisme libéral - évangélique et piétiste dans un sens peut-être dépassé -, mais il plaît aussi par une manière irénique et œcuménique de demander : qu'est-ce qu'une Église qui demeure fidèle à cette essence du christianisme qu'est l'obéissance à l'Esprit qui enveloppait le Christ Jésus ?

Le texte de Harnack est enrichi de trois annexes : de Leo Baeck, une recension de 1901 ; d'Ernst Troeltsch, *Que signifie « essence du christianisme » ?* ; et de Bultmann, une préface à une édition de 1950. Une découverte.

Philibert Secretan

■ Bible

Jean Zumstein
L'apprentissage de la foi*A la découverte de l'évangile de Jean et de ses lecteurs*

Labor et Fides, Genève 2015, 110 p.

Dans son introduction, l'auteur nous avertit : le Nouveau Testament n'est pas un livre homogène, à la théologie univoque ; il est une collection de vingt-sept écrits bien typés, où chaque document fait entendre sa voix ! Et dans cette grande famille, l'évangile de Jean s'impose par son originalité.

Cet évangile n'a pas été écrit en une seule fois. Jean Zumstein pointe les traces des diverses rédactions qui ont marqué ce texte en maturation. Suivons avec attention ce spécialiste reconnu de la littérature johannique, car l'enjeu est passionnant.

Paul et les évangélistes ont chacun un style pour rendre compte de leur foi et la communiquer : lettres, narration, évocation. Chez Jean, les événements sont aussi racontés, mais les tenants et les aboutissants sont explorés et permettent au lecteur un parcours théologique. A relever que les communautés chrétiennes primitives ont su exploiter les différents langages pour dire la foi nouvelle, en se mettant à l'écoute du passé religieux, de la culture, de la situation sociale des gens auxquels elles s'adressaient.

L'auteur propose trois chapitres - un Évangile enraciné, un Évangile au service de la foi, un Évangile pour la vie - puis une conclusion et une bibliographie. Ce voyage nous fait passer par des influences, des tensions, des ruptures, des témoignages, des combats et la réintégration aussi. Il nous invite à changer de regard, à remettre en question et à assimiler les symboles qui, pour l'évangéliste, sont très importants car accessibles à chacun.

Un aperçu historique permet de nous resituer dans ce qu'étaient les premiers temps du christianisme, avec ces chrétiens qui font la cruelle expérience du rejet, de l'insécurité. Eux qui espéraient la plénitude après s'être confiés à une parole forte, se retrouvent exposés à la faiblesse et à la mort et traversent une véritable crise de la connaissance. L'Évangile sera l'instrument nécessaire et indispensable.

Pour conclure, l'auteur rappelle que Jésus n'a rien écrit et que nous ne le connaissons que par le souvenir qu'il a laissé à ses premiers disciples. Leur témoignage nous invite à accueillir la bonne nouvelle du Règne qui vient, en nous convertissant et en donnant foi à l'Évangile. Jean s'affirme comme l'un des premiers grands interprètes du Jésus de l'histoire.

Marie-Luce Dayer

■ Religions

Delphine Horvilleur

Comment les rabbins font les enfants

Sexe, transmission, identité dans le judaïsme
Paris, Grasset 2015, 210 p.

Pour faire court, on s'en tiendra à l'une des dernières phrases du livre du rabbin Delphine Horvilleur : « Si les rabbins font des enfants juifs, c'est d'abord pour fabriquer au livre des nouveaux lecteurs. »

Pour arriver à cette fin, elle interroge les textes bibliques et rabbiniques, et rappelle que le fondement de la loi juive affirme qu'on est juif par son père et que, par défaut uniquement et depuis l'époque rabbinique, on peut l'être par sa mère.

Mais être juif n'est pas seulement une question légale ou génétique. C'est une construction continue à laquelle les parents et les enfants participent. C'est ainsi que le pouvoir de l'enfant est sa capacité à poser des questions, et le pouvoir des parents celui d'apporter des réponses. C'est ainsi que les parents grandissent et que l'enfant pourra s'intégrer dans le monde des adultes pour, à son tour... Ce qui amène Delphine Horvilleur à la conclusion : « Notre identité n'est pas reçue passivement, (elle) ne dépend pas tant de nos parents que de nos enfants. Elle est moins une affaire d'héritage que de potentialité. »

Une potentialité qui, à chaque génération, est remise sur l'ouvrage grâce au renouveau que génère chaque naissance, fruit du désir. Ce désir qui est assimilé à celui de comprendre la Torah et toute la Tradition, sans jamais occulter le désir sexuel. C'est ce que rappelle un maître de l'hassidisme : « Pourquoi je bouge mon corps dans la prière comme je bouge mon corps dans un acte sexuel ? Parce que la Shekhina (l'attri-

but féminin du divin selon les kabbalistes) est peut-être en face de moi. » Dans le judaïsme, il n'y a pas dichotomie entre le physique et le spirituel.

Dans le fond, cet ouvrage parle moins de filiation que de transmission, du comment les rabbins ont fait de l'étude de la Torah le fondement de la Tradition. Et cette approche ouvre à demain et non à hier. A l'image de sa dernière phrase : « La pérennité du monde, comme celle de chaque tradition, dépend des "relectures" à venir. »

Reste donc à plonger dans la lecture de ce livre pour basculer vers les textes fondateurs, les nôtres et les vôtres. Ainsi vous les renouvellerez et assurerez votre filiation.

François Garai

Francesca Prescendi

Rois éphémères

Enquête sur le sacrifice humain

Labor et Fides, Genève 2015, 198 p.

Dans sa préface, l'auteure - docteure en histoire des religions et chargée de cours à l'Université de Genève - confie avoir écrit pendant six ans ce livre qui réunit des matériaux très disparates, tels qu'un article, un manuscrit, un échange épistolaire et des documents anciens. Après de nombreux allers-retours entre ces différents dossiers, elle est parvenue à condenser ses idées et à leur donner la forme espérée. Suivons-la entre les différentes époques et les divers mondes culturels qu'elle explore, tout en observant plutôt qu'en expliquant, au travers de quatre chapitres allant du Père Noël au roi des saturnales, de saint Darius et les sacrifices humains des gladiateurs aux fêtes latines. En apothéose : une superbe conclusion et une bibliographie à couper le souffle.

Francesca Prescendi, qui souhaite une bonne lecture à ceux et celles qui se plongeront dans cette enquête, peut être remerciée, car ce voyage est plein de surprises et d'étonnement (cf. la crucifixion de Jésus).

Marie-Luce Dayer

Académie catholique de France, *L'art de célébrer la liturgie de Vatican II. Cinquante ans après la Constitution Sacrosanctum Concilium*, Paris, Parole et Silence 2016, 200 p.

Ausloos Hans, *La Bible et la vie. Réponses bibliques aux questions d'aujourd'hui*, Namur, Lessius 2016, 240 p.

Bail Marie-Reine, *Marie et la Pâque de la sagesse*, Paris, Salvator 2016, 270 p.

Bichelberger Roger, *Si j'avais été riche. Récit*, Paris, Salvator 2016, 184 p.

*****Coll.**, *Spiritualité en milieu hospitalier*, Genève, Labor et Fides 2016, 184 p. [2072]

*****Coll.**, *Le goût du Royaume. Dimensions de la vie religieuse*, Paris, Facultés jésuites de Paris 2016, 322 p. [2063]

*****Coll.**, *Le religieux sur internet*, Paris, Harmattan 2016, 324 p. [2064]

*****Coll.**, *Réguler le religieux dans les sociétés libérales. Un nouveau défi*, Genève, Labor et Fides 2016, 202 p. [1787]

Devillers Luc, *L'Évangile de Luc*, Paris, Cerf 2016, 168 p.

Guinand Julie, *Dérives asiatiques*, Genève, D'autre part 2016, 152 p.

Janin Sylviane, *Burkina Faso*, Genève, Olizane 2016, 336 p.

Koumrouyan Harry, *Un si dangereux silence. Roman*, Vevey, de l'Aire 2016, 278 p.

Lenoir Frédéric, *La puissance de la joie*, Paris, Fayard 2016, 212 p.

Lustiger Jean-Marie, *Le don de la miséricorde*, Paris, Parole et Silence 2016, 188 p.

Mégevand Matthieu, *Les lueurs. Récit*, Lausanne, L'Âge d'homme 2016, 190 p.

Müller Gerhard Ludwig, *La Croix, c'est la Vie. Méditations sur la Passion et la Pâque de Jésus*, Paris, Parole et Silence 2016, 216 p.

Nivière Antoine, *Les Glorificateurs du Nom. Une querelle théologique parmi les moines russes du Mont Athos (1907-1914)*, Genève, Syrtes 2015, 428 p.

Ornellas Pierre d', *La miséricorde dessine l'image de mon pontificat. Jean-Paul II*, Paris, Parole et Silence 2016, 160 p.

Pavie Auguste, *Contes populaires du Cambodge, du Laos et du Siam*, Genève, Olizane 2016, 172 p.

Perrier Jacques, *Tu es vraiment saint, Dieu de l'univers. La Prière eucharistique III*, Paris, Parole et Silence 2016, 252 p.

Pitteloud Anne, *En plein vol*, Genève, D'autre part 2016, 144 p.

Raffin Pierre, *La vie consacrée*, Paris, Parole et Silence 2016, 172 p.

Rivero Manuel, *Pour une théologie de la communication*, Paris, Parole et Silence 2016, 214 p.

Rochette Joël, *Lueurs et tremblements. Un commentaire de l'Apocalypse de Jean illustré par le Manuscrit de Namur (XIV^e siècle)*, Namur, Fidélité 2016, 368 p.

Saint Moulin Léon de, *Histoire des jésuites en Afrique. Du XVI^e siècle à nos jours*, Namur, Lessius 2016, 136 p.

Service de formation du Diocèse de Nantes, *Vivre en réseau. Internet, paroles de chrétiens*, Paris, Parole et Silence 2016, 116 p.

Sintobin Nikolaas, *Moquez-vous des jésuites... Humour et spiritualité*, Namur, Fidélité 2016, 90 p.

Vallet Odon, *Petit lexique des guerres de religion d'hier et d'aujourd'hui*, Paris, Albin Michel 2016, 170 p.

Vallet Odon, *Petit lexique des idées fausses sur les religions*, Paris, Albin Michel 2016, 170 p.

XXX, *Le Grand Carême. Lectures orthodoxes pour chaque jour*, Genève, Syrtes 2016, 350 p.

A découvrir sur www.jesuites.ch, l'interview filmée de Nikolaas Sintobin sj

Le miracle Mary Shelley

A chaque fois que je suis invité dans une classe pour parler d'un de mes livres ou du métier d'écrivain, je finis par poser la question : « Est-ce qu'il y en a parmi vous qui écrivent sans que le prof ne vous le demande ? » Parfois, une ou deux mains se lèvent, parfois aucune.

« Pour que des jeunes écrivains ou écrivaines existent, expliqué-je, il faut bien commencer à votre âge, vers treize ou quatorze ans. » Comme les élèves s'estiment incapable d'écrire tout un roman, je leur donne un exemple. « Imaginez une jeune femme de dix-neuf ans qui n'a pas encore publié une seule petite nouvelle et qui se lance dans l'écriture d'un roman. Deux ans plus tard, son livre est publié à Londres. Le succès est foudroyant. Le récit est aussitôt adapté au théâtre. Un siècle plus tard, Hollywood en fait un film formidable. Puis, l'histoire devient une pièce radiophonique, une bande dessinée, un feuilleton pour la télévision. »

Généralement, les élèves commencent à sourire ; ils croient que je fais référence à Harry Potter. « Qui sait si Harry Potter sera encore lu dans deux siècles ? demandé-je. Non, je suis en train de vous parler de Frankenstein ! » Là, les ados ne comprennent plus rien. Quel est le rapport entre la créature hideuse et cette mystérieuse jeune femme ? Frankenstein aurait-il été inventé par une femme ? Ça se saurait ! « Oui, par une femme : Mary Shelley. Et en plus, elle a commencé son récit ici, en Suisse. Elle séjournait à Genève durant l'été 1816. » Silence général. Ils pensent que j'invente : Frankenstein est-il vraiment un bouquin avant d'être un film ? « En plus, c'est une histoire qui se passe dans le coin ! Dans le roman, Victor Frankenstein est le fils du maire de Genève... »

Frankenstein, un Suisse ? Et puis quoi encore ? « Parfaitement. Le Suisse le plus célèbre du monde n'est pas Roger Federer ; c'est Frankenstein. » Ils éclatent de rire. Ils ne pensaient pas qu'on leur parlerait de Federer à un cours de français.

« *Imaginez : vous avez quatorze ans. Dans quelques années à peine, vous commencez la rédaction d'un roman qui sera encore lu et commenté en 2218. Imaginez que votre texte sera adapté dans des médias qui n'existent même pas en ce moment. Imaginez que votre œuvre fonde à elle toute seule un genre littéraire : la science-fiction ! C'est ça le miracle Mary Shelley.* »¹

Avant l'été, j'ai quelques rencontres scolaires prévues. Non seulement, je demanderai aux élèves si parmi eux certains écrivent sans que leur prof ne leur demande, mais je leur parlerai également de la fabuleuse exposition qui se tient actuellement à la Fondation Bodmer:² Des manuscrits, des éditions originales, des portraits d'époque, des gravures.

Tout se passe comme si Martin Bodmer, né à Zurich et installé à Genève durant la Deuxième Guerre mondiale, avait œuvré toute sa vie pour que cette exposition événement ait lieu aujourd'hui. En 1944, il achète la propriété du Grand Cologny. Sa demeure n'est éloignée que de quelques centaines de mètres de la villa Diodati, où Mary Shelley a commencé la rédaction de son roman. En 1951, lors de l'inauguration de la Bibliotheca Bodmeriana à Cologny, Martin Bodmer fait remonter le début de son entreprise à environ 35 ans auparavant, soit vers 1916. Il avait dix-sept alors. Presque l'âge de Mary Shelley quand elle a débuté Frankenstein...

Shelley est décédée en 1851 ; Bodmer en 1971. En 2016, les deux âmes se rencontrent.

Eugène

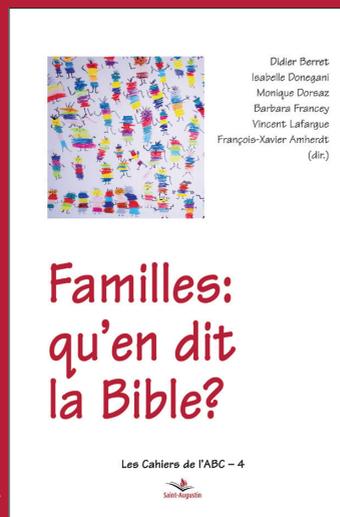


- 1 • A lire aussi **Michel Porret**, « Victor Frankenstein, demiurge des Lumières », in *choisir* n° 675, mars 2016, pp. 29-33. (n.d.l.r.)
- 2 • *Frankenstein, créé des ténèbres*, exposition à la Fondation Bodmer, jusqu'au 9 octobre 2016.

Fr. 28.-



Fr. 29.-



Fr. 26.-



Fr. 24.50

